

Céreq

CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SUR LES QUALIFICATIONS

SERVICE GRATUIT

Ilves Boutelet, Christelle Gauthier, Fabrice Marlin

La formation professionnelle continue financée par les entreprises

Exploitation des déclarations fiscales des employeurs n°24-83 - Année 1998

DE RECHERCHES
CENTRE DE DOCUMENTATION
3002 MARSEILLE

2001

157

documents

DT
157

histoire

LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE FINANCÉE PAR LES ENTREPRISES

EXPLOITATION DES DÉCLARATIONS FISCALES DES EMPLOYEURS N°24.83 - ANNÉE 1998

■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■

Elyes Bentabet, Christelle Gauthier, Isabelle Marion

SOMMAIRE

INTRODUCTION

I - Une synthèse des principaux résultats sur la participation des employeurs

Partie I.1 : La participation des employeurs à la formation professionnelle continue (FPC) en 1998. Résultats définitifs

- I.1.1 - Les données globales sur la formation professionnelle continue
- I.1.2 - La formation professionnelle continue par taille d'entreprises et par catégorie socioprofessionnelle
- I.1.3 - Des différences de performance selon l'activité économique

Partie I.2 : L'évolution longue des principaux indicateurs de la FPC

- I.2.1 - Trois grandes périodes
- I.2.2 - Une réduction des inégalités selon la taille des entreprises
- I.2.3 - La persistance des inégalités selon les catégories socioprofessionnelles

II - Un ensemble de tableaux statistiques détaillés

Partie II.1 : La formation professionnelle continue en 1998. Résultats définitifs

- II.1.1 - Données générales pour l'année 1998
- II.1.2 - Principaux indicateurs par taille et par catégorie socioprofessionnelle pour l'année 1998
- II.1.3 - La formation professionnelle continue selon les secteurs d'activité (NAF 17 et NAF 60)

Partie II.2 : Evolution de la formation professionnelle continue en longue période (1974-1998)

- II.2.1 - Evolution de la FPC par taille d'entreprises (1974-1998)
- II.2.2 - Evolution de la FPC par catégorie socioprofessionnelle (1984-1998)

ANNEXES

Annexe I – Aspects méthodologiques

Annexe II – Fac-similé de la déclaration fiscale n°24-83 – Année 1998

INTRODUCTION

Le système d'information statistique sur la formation professionnelle continue (FPC) en entreprise repose actuellement sur trois volets essentiels :

- l'exploitation annuelle des déclarations fiscales N° 24-83 pour les entreprises d'au moins 10 salariés ;
- l'exploitation annuelle des états statistiques et financiers des Organismes Paritaires Collecteurs Agréés (OPCA) qui couvrent également les entreprises de moins de 10 salariés¹ ;
- l'enquête CVTS (« continuing vocational training survey ») portant sur les années 1993 et 1999, coordonnée par Eurostat et visant une description comparée des pratiques de formation continue dans les entreprises d'au moins 10 salariés en Europe².

Depuis la loi fondatrice de 1971, l'exploitation des 24-83 est l'élément le plus ancien et le plus régulier dans la production statistique sur la FPC en entreprise ; l'observatoire des OPCA est en cours de stabilisation et l'enquête CVTS dont les résultats seront disponibles fin 2001.

Le dispositif statistique sur la formation continue repose donc largement sur l'exploitation des déclarations fiscales N°24-83 établies chaque année par les entreprises d'au moins 10 salariés assujetties à l'obligation de développement de la formation professionnelle de leur personnel.

Depuis 1993, le seuil de l'obligation légale s'élève à 1,5 % des salaires versés. La participation des employeurs au titre de la FPC se compose de trois éléments distincts essentiels :

- le financement du plan de formation dont le contenu relève de la responsabilité de l'employeur (0,9 % de la masse salariale) ; il peut être versé à un OPCA ;
- le financement du congé individuel de formation dont les objectifs appartiennent aux individus (0,2 %) ; il est obligatoirement versé à un OPCA ;
- le financement des contrats de qualification, d'adaptation et d'orientation (0,4 %) : il est obligatoirement versé à un OPCA.

En outre, le financement des congés de formation pour le salarié en contrat de travail à durée déterminée s'élève désormais à 1 % des rémunérations versées au titre de l'année civile en cours.

Chaque entreprise est tenue de déposer auprès des services fiscaux et des Directions Régionales du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DRTEFP) une déclaration 24-83 qui retrace la façon dont elle s'est acquittée de son obligation. Les services des DRTEFP assurent le contrôle et la saisie de ces déclarations tandis que le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq) est chargé de leur traitement statistique. Cette

¹ A paraître un rapport sur les OPCA (1996-1998) dans la série Document du Céreq

² Cf. La formation professionnelle continue dans les entreprises françaises en 1993. Résultats d'une enquête européenne. Document Céreq n°133 -Février 1998. Un Bref est à paraître fin 2001.

exploitation sert prioritairement trois objectifs : la production de statistiques à destination de la Délégation Générale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle – DGEFP -, et de la Direction de l'Animation et de la Recherche Scientifique – DARES -, au Ministère de l'Emploi et de la Solidarité dans le cadre de l'élaboration de la Loi de Finances et des Comptes économiques de la formation professionnelle ; la production des données à destination des autres utilisateurs nationaux, professionnels et régionaux ; l'alimentation du secteur de la recherche et la production d'études spécifiques.

L'exploitation se fonde sur un échantillon stratifié par région, secteur (NAF 60) et taille d'entreprises. Le tirage est exhaustif pour les entreprises d'au moins 500 salariés. Pour les PME, le taux de sondage varie de 1/10 à 1/2 selon la taille de l'entreprise et la région. En outre, deux années sur trois (1997 et 1998 en l'occurrence) ces taux de sondage pour les PME sont réduits de manière à alléger le processus de constitution de l'échantillon qui est mené en collaboration avec les Directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sans mettre en cause la qualité des principaux indicateurs nationaux et de branche. En 1998, l'échantillon est d'environ 16 000 entreprises et après redressement du champ couvert à l'aide des DADS, le nombre d'entreprises métropolitaines assujetties est évalué à 105 086.

La source permet de fournir des indicateurs sur les dépenses des entreprises, le volume physique des formations et leurs principales caractéristiques : plan de formation, congé individuel de formation (CIF), formations en alternance ; durée des formations ; coût unitaire moyen. Ils sont produits selon cinq classes de tailles (de 10 à 19 salariés, 20 à 49 salariés, 50 à 499 salariés, 500 à 1 999 salariés et plus de 2 000 salariés), selon cinq catégories socioprofessionnelles et par secteurs d'activité économique (NAF 60 et NAF 17).

Le présent volume présente les résultats de l'exploitation des données définitives issues des déclarations fiscales au titre de l'année 1998. Il comporte deux parties :

- I - Une synthèse des principaux résultats sur la participation des employeurs
- II - Un ensemble de tableaux statistiques détaillés

L'accent est mis sur le caractère synthétique de l'information proposée. Des données plus détaillées sont en effet disponibles auprès du Céreq. En outre, depuis 1997, le Centre d'études et de recherches sur les qualifications met à disposition du public sur son site Internet (<http://www.cereq.fr/>) les principaux résultats issus de ces traitements.



I – Une synthèse des principaux résultats sur la participation des employeurs

Partie I.1 : La participation des employeurs à la formation professionnelle continue (FPC) en 1998. Résultats définitifs.

I.1.1 - Les données globales sur la formation professionnelle continue

En 1998, le taux de participation financière continue de fléchir pour atteindre 3,23 %. Ce taux, qui représente le montant total des dépenses déductibles des entreprises d'au moins dix salariés rapporté à la masse salariale brute, reste cependant toujours bien au-dessus du minimum légal à savoir 1,5 %.

Données principales sur la participation des employeurs à la FPC en 1998

Indicateurs physiques et financiers sur la FPC	1998
Nombre d'entreprises de 10 salariés et plus	105 086
Dépenses déductibles de la FPC (millions)	45 276
Montant des salaires versés (millions)	1 400 348
Taux de participation financière (en %)	3,23
Nombre de salariés (unité)	9 469 793
<hr/>	
Nombre total de stagiaires (unité)	3 662 373
Dont : <i>Plan de formation</i>	3 538 063
<i>Congé individuel de formation</i>	16 373
<i>Alternance</i>	67 937
<hr/>	
Taux d'accès à la formation hors alternance (en %)	37,7
Total du nombre d'heures de stage hors alternance (milliers)	150 953
Durée moyenne de formation hors alternance (en heures)	36,1
Effort physique de formation hors alternance (en heures)	13,6
Pourcentage d'entreprises ayant eu au moins un stagiaire (en %)	49,6

Source : Déclarations fiscales des employeurs 24-83 – Exploitation Céreq

Le fléchissement du TPF se confirme dans les très grandes entreprises...

Le tassement du TPF est dû essentiellement à sa baisse dans les très grandes entreprises, alors qu'une légère reprise semble s'opérer pour les autres classes de tailles.

Par ailleurs, le pourcentage d'entreprises ayant un TPF supérieur à 3 % est en légère progression par rapport à 1997 pour atteindre 9,9 % en 1998. Elles représentent près du tiers des salariés et leurs dépenses réelles de formation dépassent 60 % du montant total des dépenses des entreprises. La part des entreprises en dessous du seuil légal est elle en diminution (49,6 % en 1998 contre 51,4 % en 1997) et un rééquilibrage en terme de répartition des entreprises par tranche de TPF s'opère en faveur des entreprises ayant un TPF compris entre 1,5 et 3 %. Elles représentent 40,2 % de l'ensemble des entreprises, 43,5 % des salariés et 25,2 % des dépenses de formation (Cf. tableau II.1.1.3).

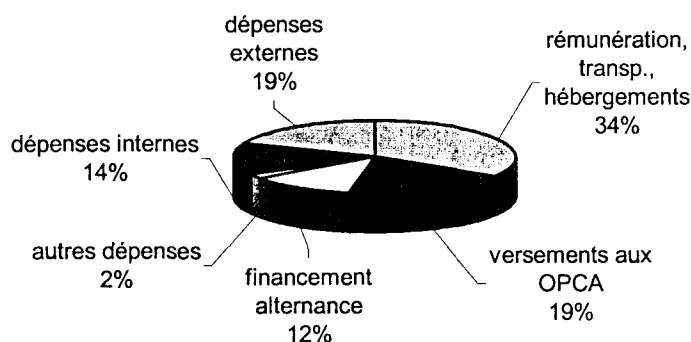
... le taux d'accès à la FPC continue sa progression...

Par ailleurs, la proportion moyenne de salariés ayant suivi durant l'année au moins une action de formation (le taux d'accès ou taux de stagiaires) continue sa progression pour atteindre 37,7 % en 1998. De même qu'en 1997, si la part des salariés formés augmente, c'est au prix d'une réduction de la durée moyenne des stages qui passe à 36 heures.

Les résultats de 1998 confirment la nette prééminence du plan de formation, en terme de taux d'accès et d'effort physique de formation. Ce type de formation reste de loin le moteur de la formation continue en entreprise.

... et les dépenses globales de formation retrouvent leur niveau de 1996...

Après une année de légère baisse, le montant total des dépenses déductibles des entreprises s'élève à plus de 45 milliards de francs en raison notamment de la reprise des dépenses externes. Il est ainsi en légère hausse en francs courants (près de 3 %) par rapport à 1997. La structure des dépenses reste elle pratiquement inchangée avec cependant des versements aux OPCA toujours en progression et une baisse des dépenses internes. Les dépenses de fonctionnement et la rémunération des stagiaires accaparent plus des deux tiers de l'ensemble des dépenses de la formation professionnelle.



Source : Déclarations fiscales des employeurs n°24-83 – Exploitation Céreq

VARIABLES DE LA FORMATION CONTINUE

A partir des déclarations d'employeur 24.83 concernant l'effort de développement de formation professionnelle continue, trois séries d'indicateurs ont pu être constitués permettant d'appréhender :

- l'intensité de l'effort de formation continue,
- les modalités de formation
- l'accès à la formation des grandes catégories socioprofessionnelles.

Rappelons que la formation continue telle qu'elle est rapportée par la source 24.83 répond aux normes prévues par la loi et ses décrets d'application. Se trouve, de fait, exclue des formations recensées, toute une série de pratiques de formation considérées comme "non imputables" par les entreprises: formation sur le tas, en liaison directe avec le travail de production, etc.

A /L'intensité de l'effort de formation

Elle est traditionnellement mesurée depuis la loi de juillet 1971 par le taux de participation financière (TPF) qui rapporte les dépenses de formation au total des salaires :

$$TPF = \text{Total dépenses de formation} \times 100 / \text{Total masse salariale}$$

On peut également rapporter les dépenses de formation à l'effectif salarié ce qui permet d'évaluer les dépenses par tête (TDT) et de gommer l'effet du salaire moyen inhérent au TPF :

$$TDT = \text{Total dépenses de formation} / \text{Effectif salarié}$$

Par ailleurs, l'intensité de l'effort de formation peut être évaluée à partir d'indicateurs physiques mesurant l'importance des heures de formation (l'effort physique de formation encore appelé espérance de formation) ou des stagiaires par rapport à l'effectif salarié (Taux d'accès à la formation, taux de stagiaires ou encore chances d'accès à la formation) :

$$EF = \text{Nombre total d'heures de stages} / \text{Effectif salarié}$$

$$TSTTOT = \text{Nombre total de stagiaires} \times 100 / \text{Effectif salarié}$$

B/ Les modalités de formation

Outre un indicateur permettant de mesurer la durée des stages (DMS), on a cherché à évaluer les pratiques des entreprises et des secteurs en fonction des modalités de formation utilisées: formation interne (DEPINT) réalisée par et dans l'entreprise ou recours à l'extérieur :

$$DMST = \text{Total heures de stages} / \text{total stagiaires}$$

$$DEPINT = \text{Dépenses de formation interne} \times 100 / \text{Total des dépenses de formation}$$

$$VF(\text{Versements aux FAF}) = \text{Versements aux FAF} \times 100 / \text{Total des dépenses de formation}$$

C/ Le lien entre les variables

Par construction, il existe une liaison entre TPF, EF, TSTTOT et DMS :

$$TPF = 1/w * EF * CHST$$

Où CHST est le coût horaire de formation et w le salaire moyen. Cette expression peut encore s'écrire :

$$TPF = CHST * DMS * TSTTOT * 1/w$$

I.1.2 – La formation professionnelle continue par taille d'entreprises et par catégorie socioprofessionnelle

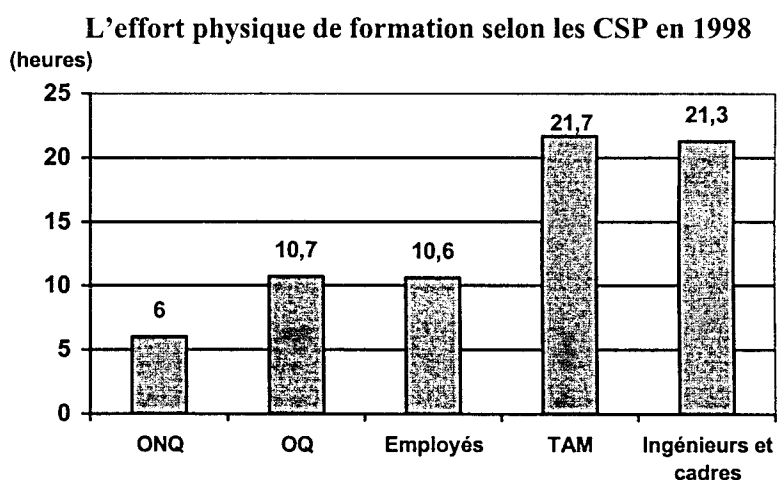
Les disparités dans l'effort et l'accès à la FPC selon la taille d'entreprises sont toujours présentes...

En 1998, les écarts entre grandes et petites entreprises persistent mais tendent légèrement à diminuer notamment en terme de TPF. Les entreprises d'au moins 2 000 salariés (0,36 % de l'ensemble des entreprises et 27,7 % des salariés) assurent 42,5 % des dépenses et rassemblent plus de 40 % des stagiaires¹. C'est dans cette tranche de taille que l'on retrouve le TPF et le taux d'accès les plus élevés avec respectivement 4,65% et 55 %. A l'opposé, les entreprises de 10 à 19 salariés (26 % de l'ensemble des entreprises et 4,3% de l'ensemble des salariés), ont un TPF de 1,77 % et un taux d'accès de 8,6 %.

... mais plus l'entreprise est grande, plus les inégalités entre catégories socioprofessionnelles (C S P) s'atténuent.

Si les inégalités d'accès à la formation professionnelle selon les CSP perdurent en 1998, ces disparités s'atténuent avec la taille des entreprises. Le rapport TAM/ONQ passe ainsi de 6,15 pour les plus petites entreprises à 2,4 pour les firmes de 2000 salariés et plus.

En ce qui concerne l'effort physique de formation, l'espérance tend là aussi à s'accroître avec la qualification même si les cadres ont une espérance moindre que les agents de maîtrise et techniciens. Les cadres ont une espérance de formation de plus de 3,5 fois celle des ouvriers non qualifiés. En outre, l'effort de formation augmente aussi avec la taille des entreprises. Les durées moyennes se différencient des deux précédents indicateurs en ne variant pas de manière aussi nette entre CSP et par taille d'entreprises.



Source : Déclarations fiscales des employeurs n°24-83 –Exploitation Céreq

ONQ : Ouvriers non qualifiés

OQ : Ouvriers qualifiés

TAM : Techniciens et agents de maîtrise

¹ Hors alternance.

I.1.3 - Des différences de performance selon l'activité économique

En 1998, on constate une forte hétérogénéité entre les secteurs qui montre la permanence d'effets sectoriels marqués : forte implication des secteurs à intensité capitalistique élevée et ayant une main-d'œuvre plutôt qualifiée ; à l'opposé, faible implication, des secteurs dits de « main d'œuvre » et disposant d'un personnel peu qualifié.

Deux secteurs se distinguent par un TPF et un taux d'accès élevés (à la fois un TPF supérieur à 7% et un taux d'accès supérieur à 60%) : « les transports aériens et spatiaux » et « la fabrication d'équipements électriques et électroniques ». Ce secteur, devance celui de « la production et la distribution d'électricité et de gaz » pour lequel les deux indicateurs sont en recul par rapport à 1997.

Partie I.2 : L'évolution longue des principaux indicateurs de la FPC

I.2.1 – Trois grandes périodes

Au cours de la période 1974-1998 on observe nettement trois grandes périodes quant aux évolutions des principaux indicateurs de la FPC :

- 1974-1980 : c'est la période de démarrage de la loi, de son inscription progressive dans les pratiques d'entreprises. C'est aussi la période de la crise. On constate entre 1974 et 1980 une relative stabilité du taux d'accès tandis que le TPF entame sa croissance dès 1976 ;
- 1980-1991 : période de modernisation de l'appareil productif marquée par des investissements lourds tant technologiques qu'organisationnels ; c'est une période marquée par les mesures de productivité dans les grandes entreprises industrielles, qui marquent la hausse continue du taux d'accès sur la période. La formation continue y acquiert un rôle stratégique dans la gestion de ces grandes mutations, ce qui se traduit par une envolée de la participation financière des entreprises. Le coût horaire des stages fléchit et la croissance du taux de participation financière est essentiellement le fait du taux d'accès ;
- à partir de 1991, la courbe du TPF s'infléchit marquée d'abord par une stagnation puis par une baisse (3,23 en 1998 contre 3,29 en 1993) ; le taux d'accès quant à lui continue de croître bien qu'à un rythme beaucoup moins soutenu quoiqu'il augmente de manière sensible en 1998 (plus de 6 % par rapport à 1997). L'accélération de la baisse de la durée des stages et le fléchissement de la croissance du taux d'accès expliquent l'essentiel de la décélération du TPF sur la période. Cela pourrait traduire au niveau des comportements des firmes, une nouvelle conception de la formation continue. Le maintien du taux de stagiaire, la substitution des formations assurées en interne aux dépenses externes de formation, contribuent également à expliquer le retournement. En 1998, on note toutefois une reprise des dépenses externes au détriment des dépenses internes.

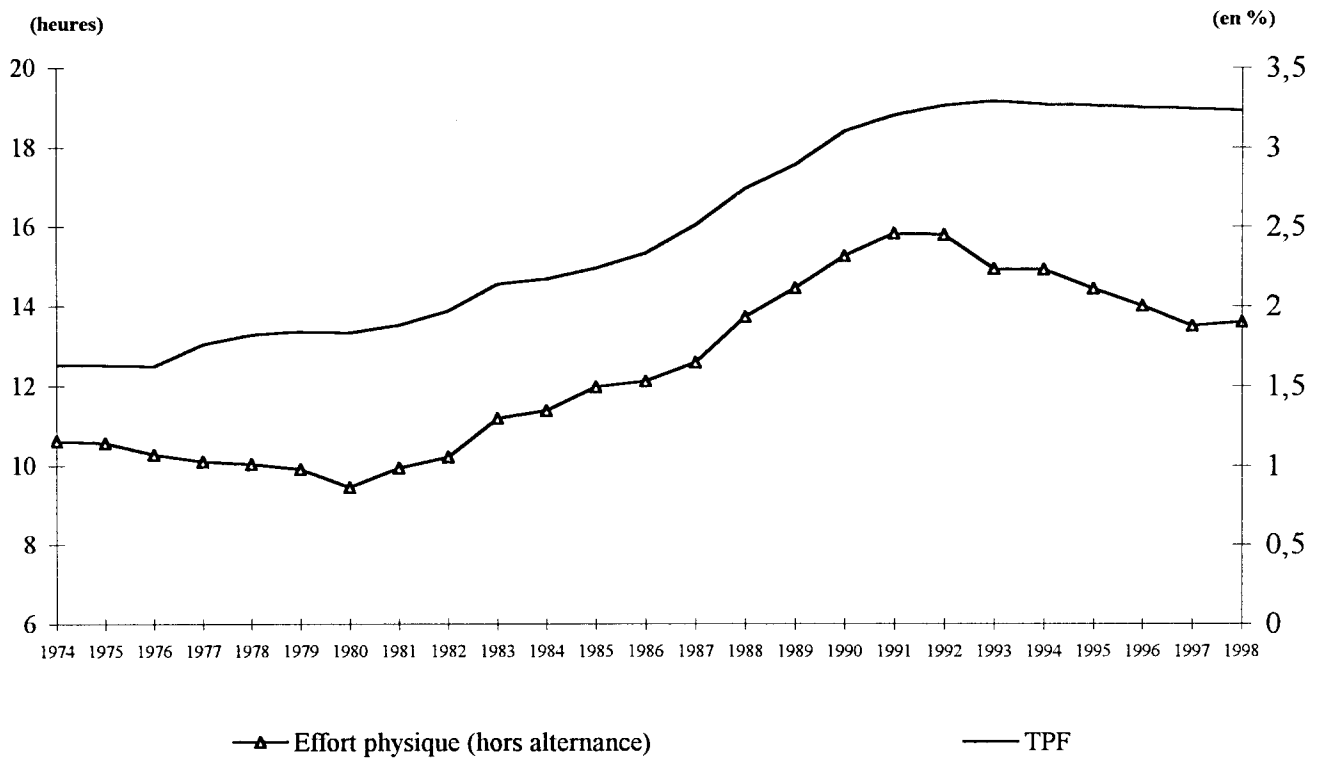
I.2.2 – La réduction des inégalités selon la taille des entreprises se confirme

L'observation des principaux indicateurs par taille souligne au moins une permanence dans la FPC : l'importance plus réduite de la formation dans les petites et moyennes entreprises que dans les grandes. Plus l'entreprise est grande plus sa participation financière sera importante et la proportion de stagiaires au sein de l'effectif salarié sera élevée.

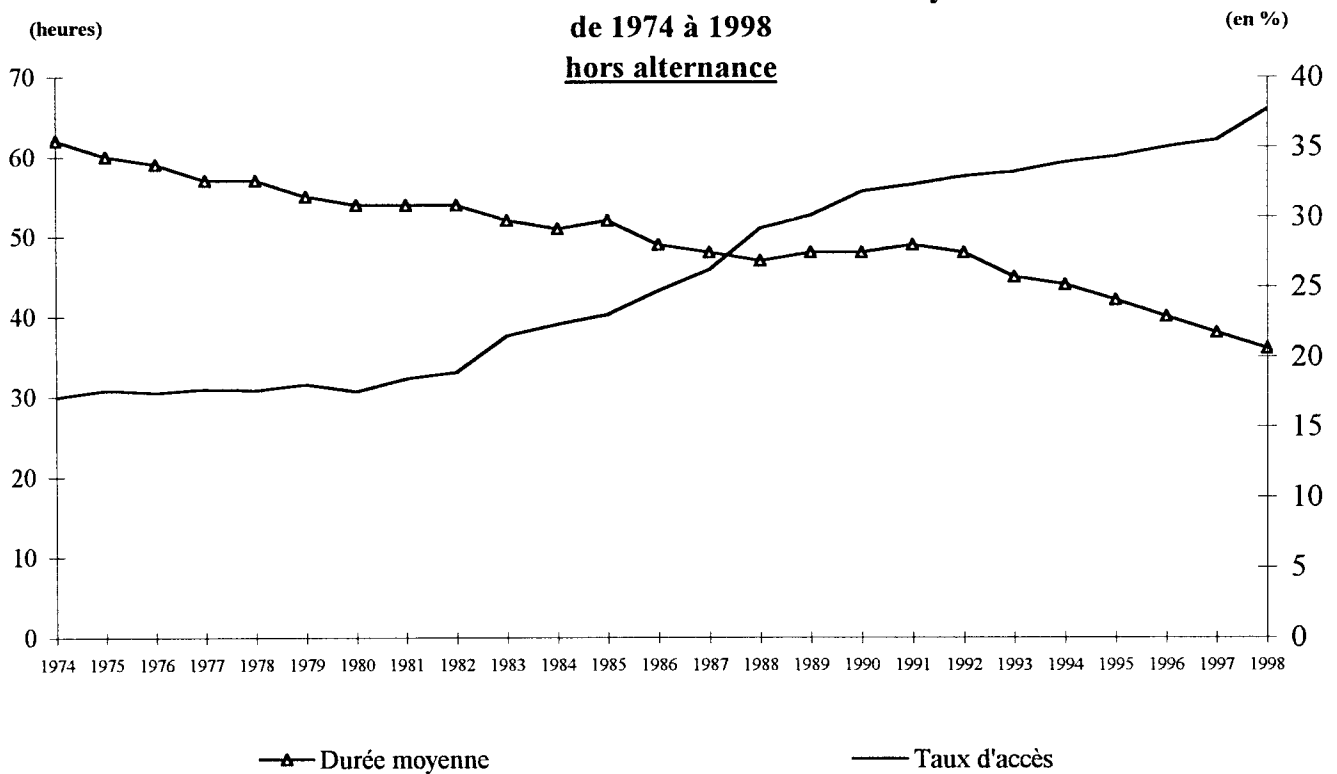
Alors que les petites entreprises ont bien du mal à dépasser le seuil des 1,5 % sur l'ensemble de la période, on observe en effet que les entreprises de plus de 500 salariés ont un **taux de participation financière** bien supérieur à celui de l'obligation légale. Cette disparité entre petites et grandes entreprises qui n'a cessé de s'accroître pendant 20 ans, semble néanmoins se réduire depuis 1993.

Jusqu'en 1997, la baisse du TPF au niveau national était essentiellement le résultat des entreprises de 500 salariés et davantage. En 1998, seules les entreprises de 2000 salariés et plus peuvent être mises en cause. Sur la période 93-98 leur TPF perd plus de 9,5 % et entre 1997 et 1998 près de 1,7 %. A contrario, pour les autres classes de taille, y compris et surtout pour les entreprises de la classe 500 à 1999 salariés, le TPF est en hausse (2 % pour ces dernières entre 1997 et 1998). Le TPF des plus petites entreprises continue sa progression et ne cesse de s'éloigner du seuil légal.

Evolution du TPF et de l'effort physique de 1974 à 1998

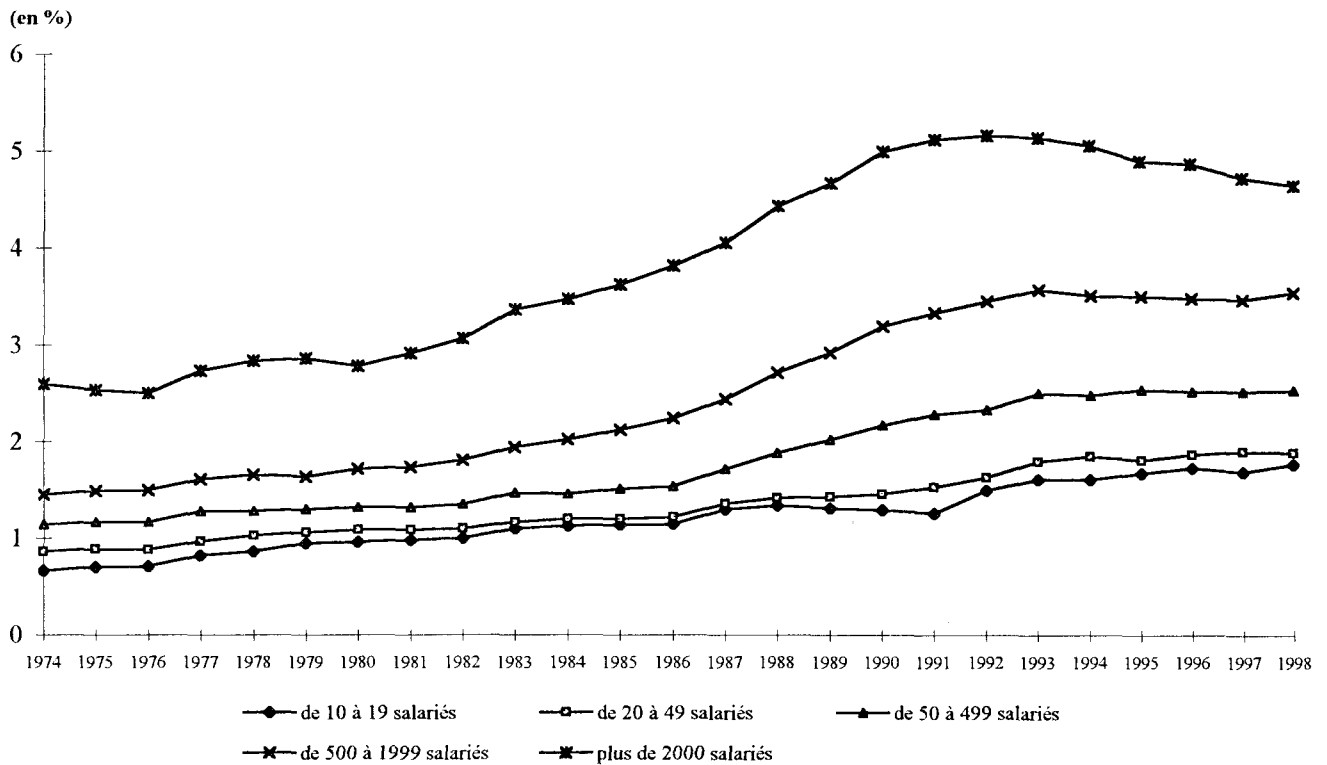


Evolution du taux d'accès et de la durée moyenne de 1974 à 1998 hors alternance

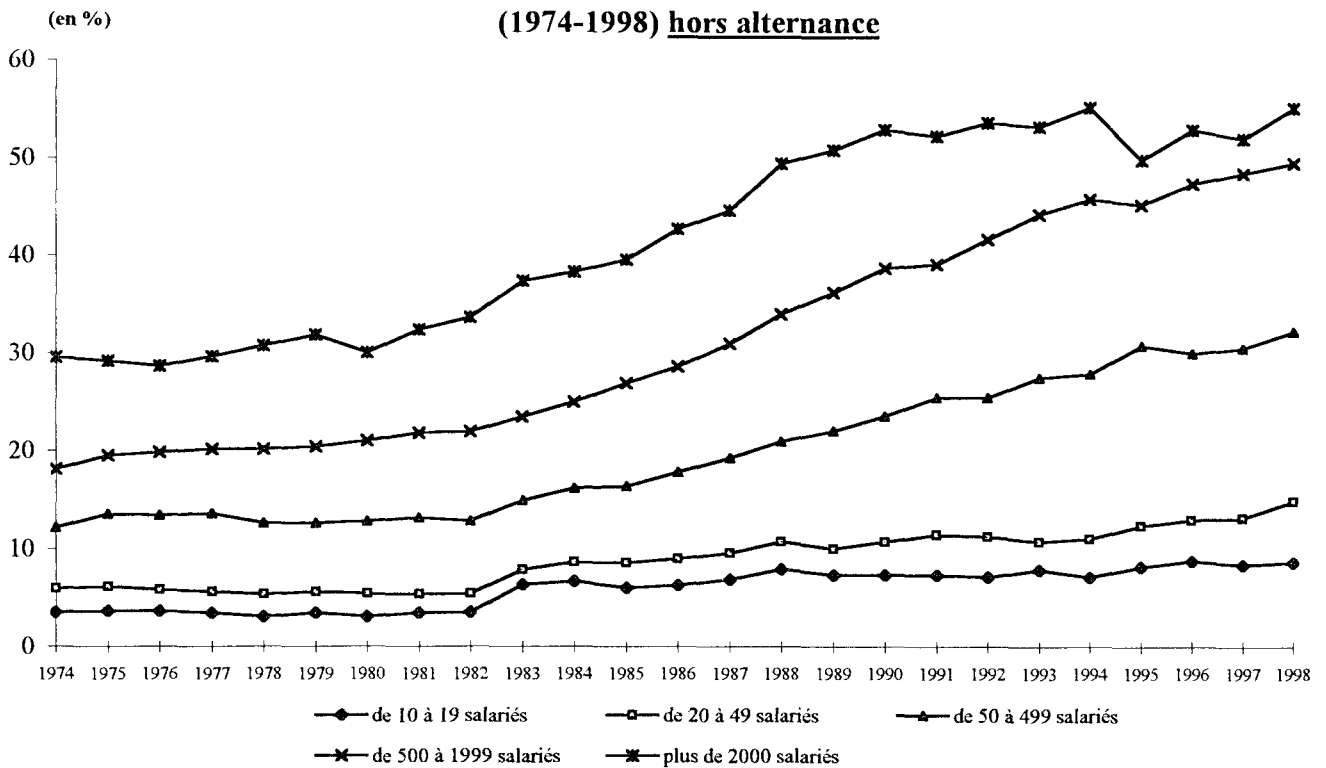


Source : Déclaration fiscale n°2483 -Exploitation Céreq

Evolution du Taux de Participation Financière par taille d'entreprises (1974-1998)

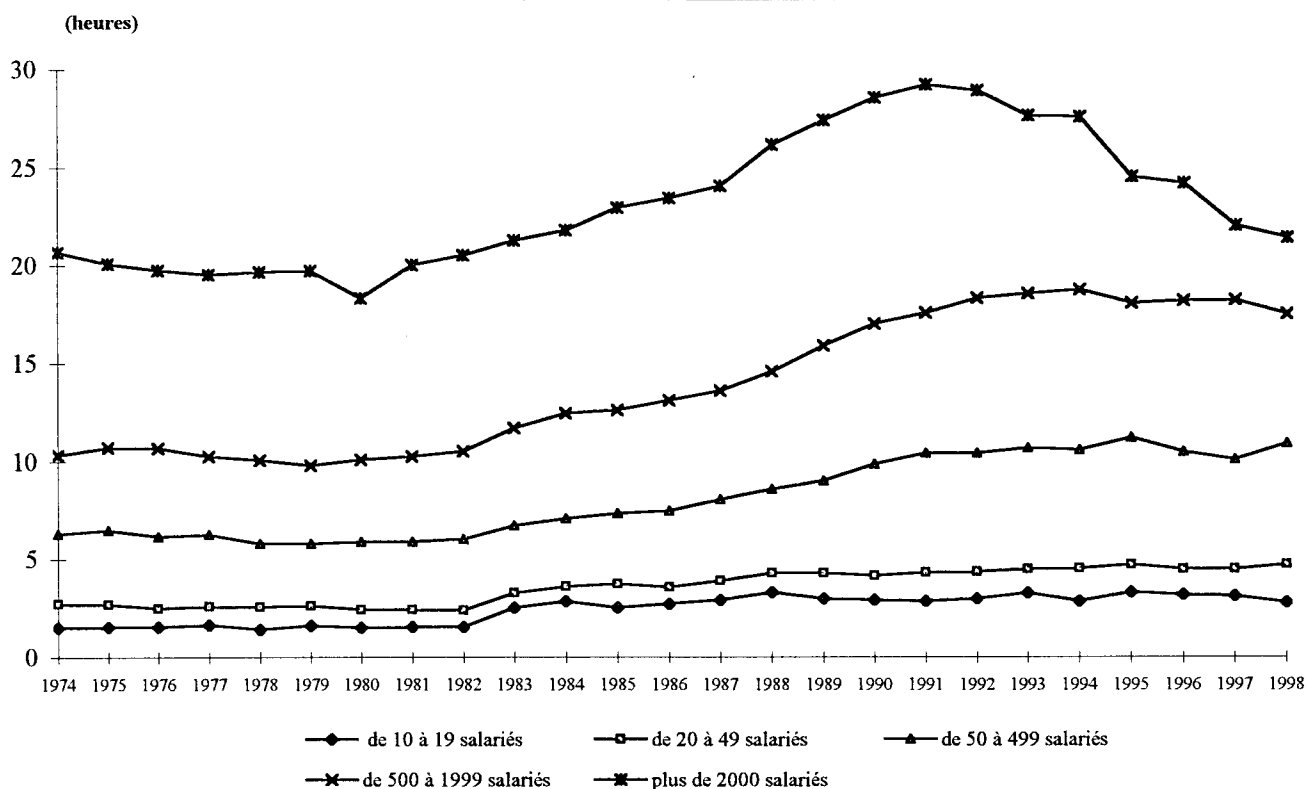


Evolution du taux d'accès par taille d'entreprises (1974-1998) hors alternance

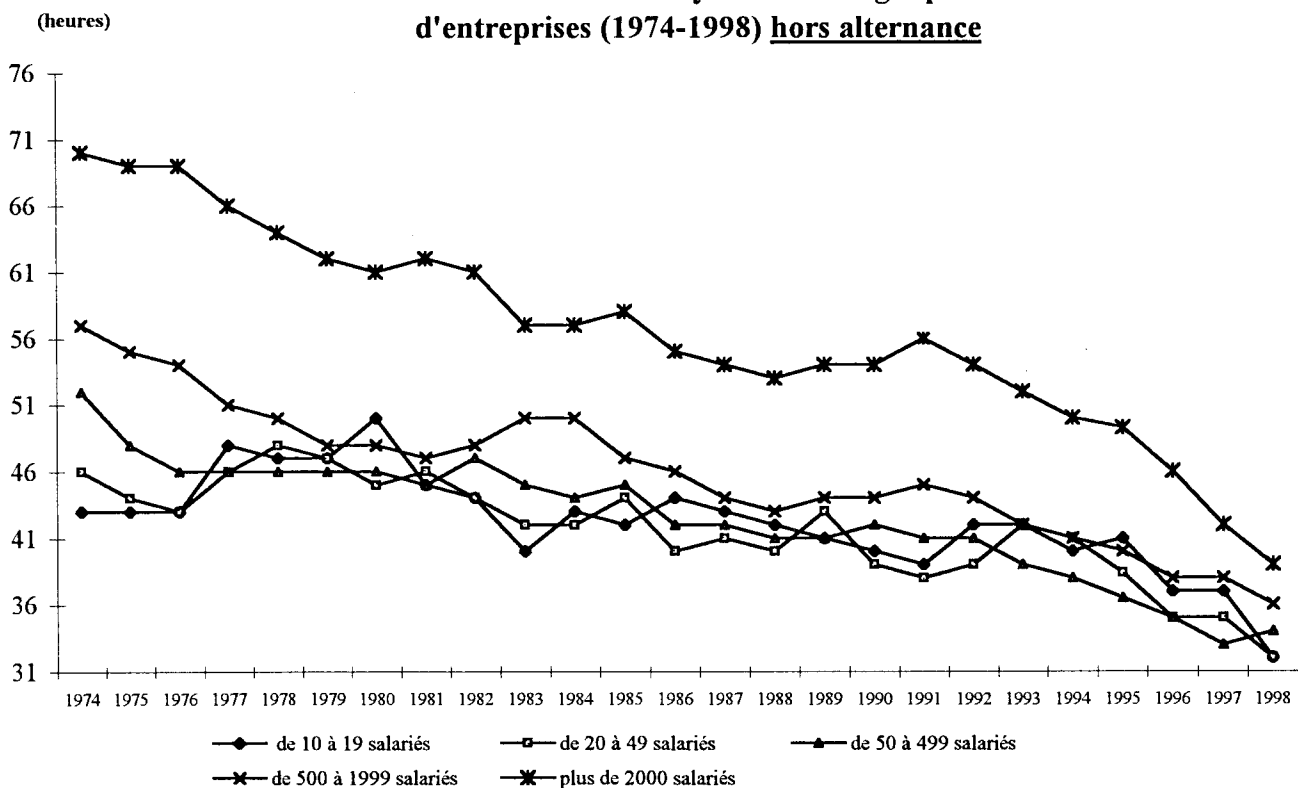


Source : Déclaration fiscale n°2483 -Exploitation Céreq

Effort physique de formation par taille d'entreprises (1974-1998) hors alternance



Evolution de la durée moyenne des stages par taille d'entreprises (1974-1998) hors alternance



Source : Déclaration fiscale n°2483 - Exploitation Céreq

En outre, depuis 1974, le **taux d'accès** n'a cessé de croître à un rythme assez soutenu. Cette tendance générale cache des écarts importants suivant la taille de l'entreprise. Si le taux de stagiaires des petites entreprises (moins de 50 salariés) croît plutôt lentement, celui des grandes entreprises et notamment de celles de plus de 2 000 salariés, a un taux de croissance élevé qui augmente plus fortement à partir du début des années 80.

Quant aux **durées moyennes** de stage, elles ne se différencient pas de manière aussi nette que le taux d'accès par classe de taille d'entreprises. Seules les firmes de plus de 2 000 salariés réalisent des stages plus longs que dans l'ensemble des entreprises. Globalement sur l'ensemble de la période la disparité entre petites et grandes entreprises tend à se réduire.

Enfin, en ce qui concerne **l'effort physique de formation**, on relève une dominante : l'écart entre les grandes et petites entreprises en matière d'effort physique de formation est pratiquement le même sur toute la période observée sauf au début des années 90, où l'on constate, essentiellement dans les grandes entreprises, une augmentation du nombre d'heures de formation par salarié, suivie toutefois d'un tassement à partir de 1993.

Si le poids des grandes entreprises est important dans la compréhension des évolutions globales c'est notamment, parce que la formation y tient une place importante dans la gestion des ressources humaines et que les volumes financiers impliqués sont ici relativement élevés.

- D'une part, les grandes entreprises disposent d'une meilleure instrumentation en termes matériels et humains qui facilitent la mise en place d'une politique de formation.
- D'autre part, les grandes entreprises bénéficient de l'existence de marchés internes du travail, où la mobilité s'accompagne souvent de formation ; une structure de qualification tirée vers le haut où les catégories les plus qualifiées sont plus fortement consommatrices de formation continue. Enfin, les changements techniques et organisationnels de ces dernières années ont été plus prononcés dans les grandes firmes nécessitant un recours plus marqué à la formation continue.

1.2.3 – La persistance des inégalités selon les catégories socioprofessionnelles¹

Pour l'ensemble des catégories socioprofessionnelles (CSP) le **taux d'accès** à la formation croît entre 1984 et 1998 avec toutefois un ralentissement observé à partir de 90/91. Ceci s'explique en partie par une baisse tendancielle de la durée moyenne des formations. Les chances d'accès à la formation sont d'autant plus grandes que la qualification est élevée, mais les écarts constatés entre les différentes CSP restent stables sur la période.

Depuis 1984, la **durée moyenne** pour l'ensemble des catégories socioprofessionnelles a chuté passant de 51h en 1984 à 36h en 1998. Mais, la situation varie selon la CSP. Jusqu'en 1990, les ouvriers non qualifiés (ONQ) avaient des durées moyennes de stage supérieures aux autres catégories professionnelles ; depuis, leur temps moyen de formation a fortement chuté (34 %) malgré, seulement pour cette catégorie, une légère croissance en 1998. Pour les ouvriers qualifiés (OQ), on note un phénomène identique, de moindre ampleur toutefois. Quant aux professions intermédiaires (techniciens et agents de maîtrise – TAM-), elles ont bénéficié jusqu'en 1998 d'une durée moyenne de stage relativement élevée par rapport aux autres CSP. Entre 1991 et 1998, elles ont tout de même perdu 13h sur leur temps moyen de formation.

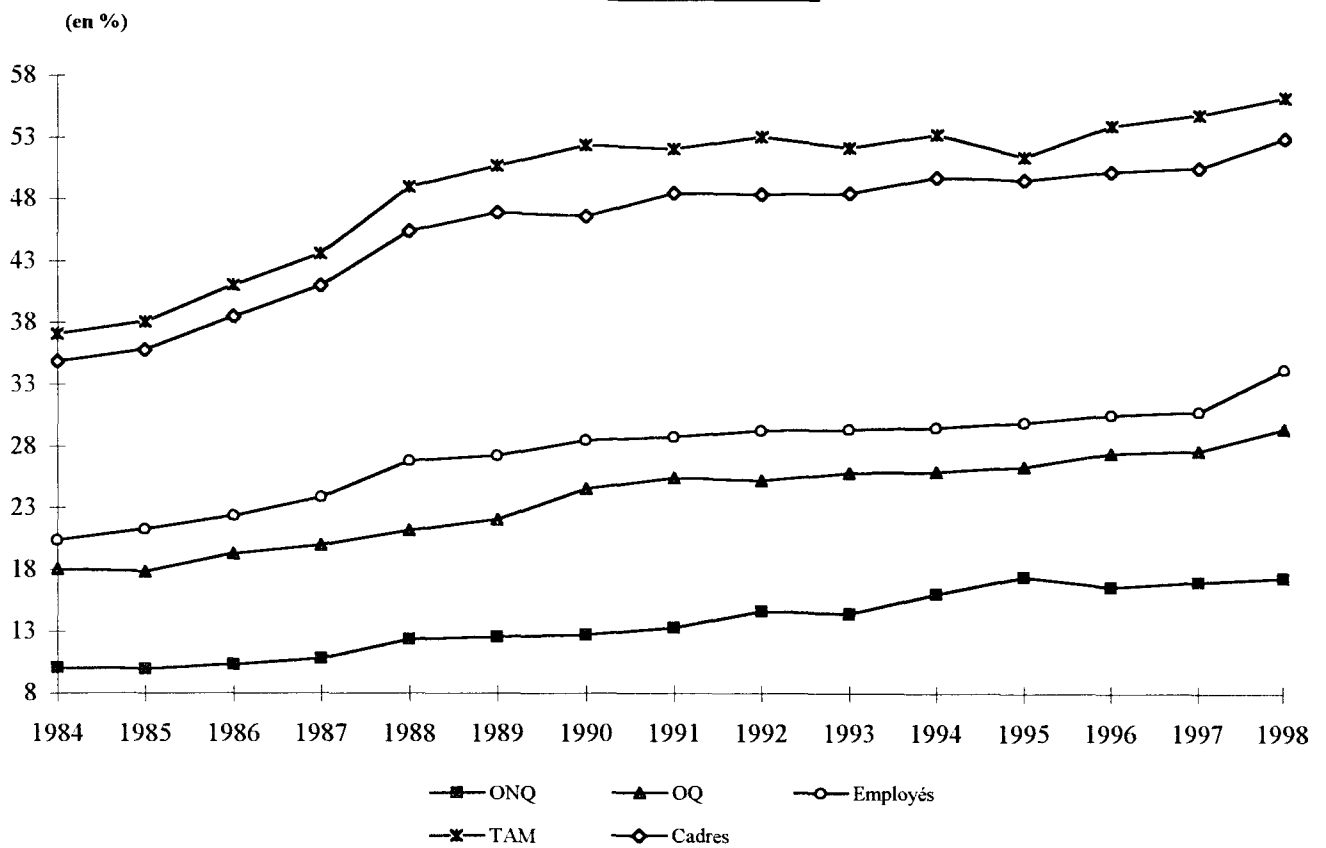
¹ Du fait du changement de nomenclature des CS en 1984, nous avons restreint notre analyse à la période 1984-1997.

Enfin, concernant les cadres, l'évolution de la durée moyenne des stages est restée relativement stable tout au long de la période. Ceci leur a permis d'avoir en 1998 la durée moyenne la plus élevée (40h).

Quant à **l'effort physique de formation** toutes CSP confondues, après avoir augmenté jusqu'en 1991, il continue à baisser. Mais, la situation n'est pas la même selon la catégorie socioprofessionnelle. Alors que l'effort physique de formation pour les CSP les moins qualifiées connaît une évolution relativement stable, les professions intermédiaires connaissent une espérance moindre chaque année jusqu'en 1996. Une légère amélioration semble s'opérer depuis avec en 1998 un gain de plus d'une heure par rapport à 1996. Toutes les CSP ont d'ailleurs une espérance de formation supérieure en 1998 à ce qu'elle était en 1997, excepté pour les cadres. Ces derniers qui n'avaient pas fait les frais de l'inflexion de 1991, connaissent à partir de 1995 une chute de l'effort de formation qui s'élève en 1998 à plus de deux heures et demi. L'espérance de formation des cadres restent quand même élevée (plus de 21 heures) mais se situe pour la première fois depuis 1995 en dessous de celles des TAM.

Globalement sur l'ensemble des 25 dernières années, demeure un clivage prononcé entre d'une part les cadres et les professions intermédiaires et d'autre part les ouvriers et les employés.

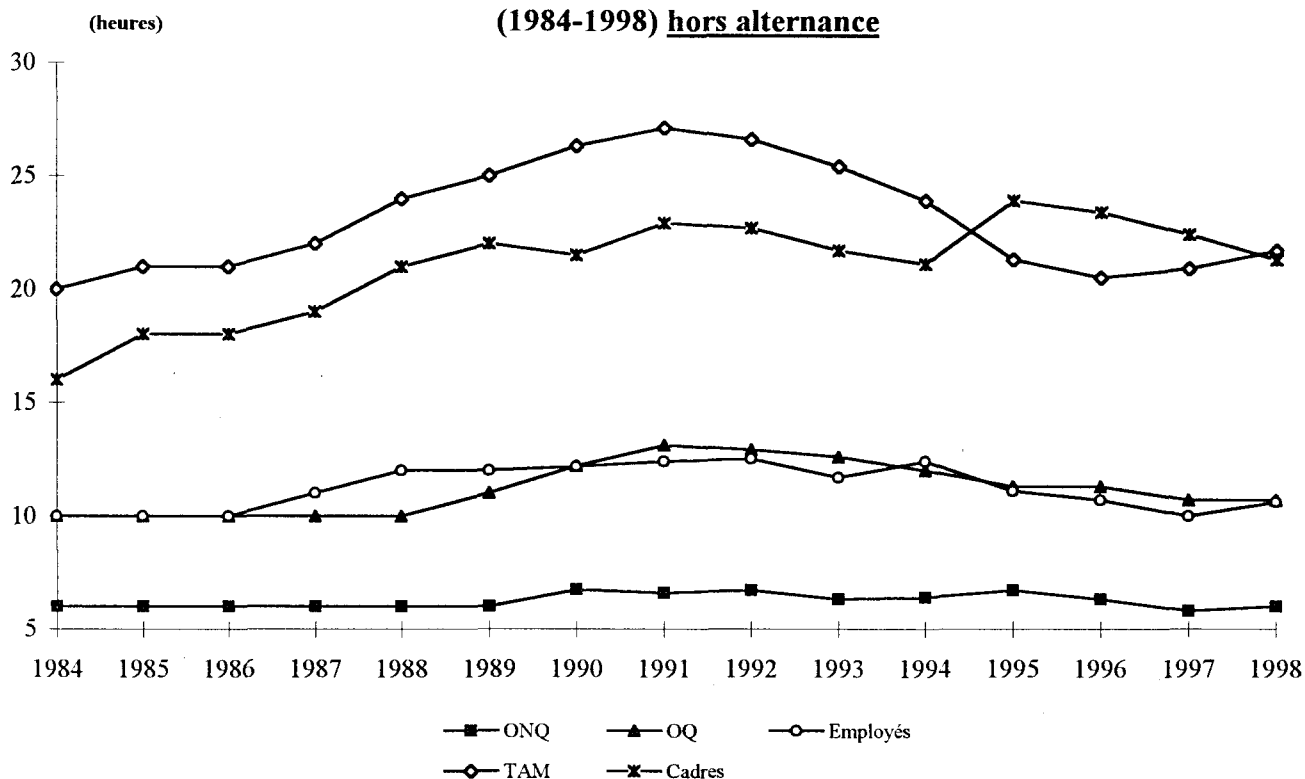
Evolution du taux d'accès par CSP* (1984-1998) hors alternance



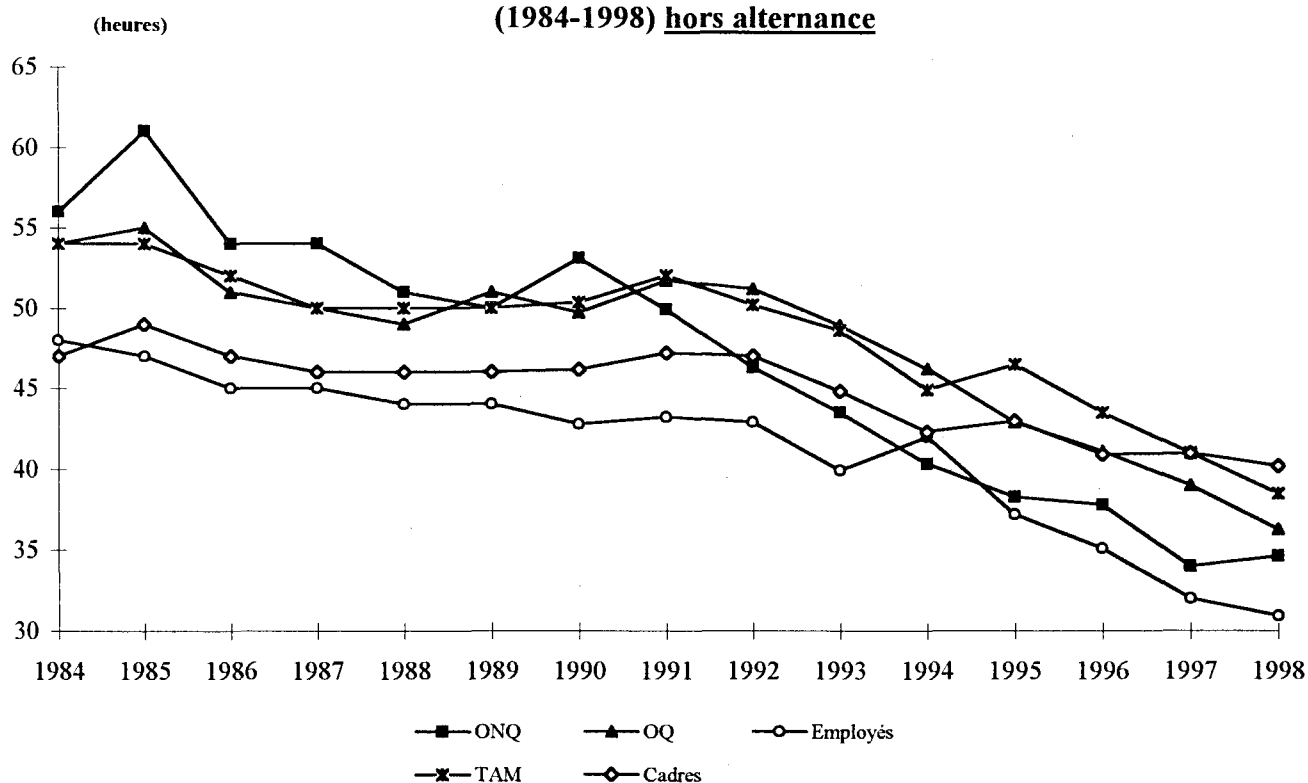
(*) Ouvriers non qualifiés (ONQ), Ouvriers qualifiés (OQ), Techniciens et Agents de maîtrise (TAM)

Source : Déclaration fiscale n°2483 -Exploitation Céreq

Evolution de l'effort physique de formation par CSP (1984-1998) hors alternance



Evolution de la durée moyenne des stages par CSP (1984-1998) hors alternance



Source : Déclaration fiscale n°2483 -Exploitation Céreq

II – Un ensemble de tableaux statistiques détaillés

Partie II.1 : La formation professionnelle continue en 1998 Résultats définitifs

- II.1.1 - Données générales pour l'année 1998**
- II.1.2 - Principaux indicateurs par taille et par catégorie socioprofessionnelle pour l'année 1998**
- II.1.3 - La formation professionnelle continue selon les secteurs d'activité (NAF 17 et NAF 60)**

II.1.1 – Données générales pour l'année 1998



**Tableau II.1.1.1 : Répartition des dépenses déductibles
Année 1998 (en millions de francs)**

	Montant	%
Total des dépenses internes	6 413	13,86
- dépenses de fonctionnement	6 051	13,08
- dépenses d'équipement	362	0,78
Total des dépenses externes* (plan de formation + congé de formation)	8 715	18,84
- convention annuelle	2 906	6,28
- convention pluri-annuelle	299	0,65
- convention de bilans de compétences	15	0,03
Rémunération des stagiaires, dépenses de transport et d'hébergement	15 810	34,19
Versement :	8 727	18,87
- à des organismes agréés au titre du plan formation	5 889	12,73
- à des organismes agréés au titre du CIF	2 166	4,68
- au capital temps de formation	672	1,45
Financement de la formation professionnelle en alternance	5 507	11,91
Autres	1 076	2,33
Total général des dépenses déclarées	46 248	100,00
Subventions perçues	972	
Total des dépenses déductibles	45 276	

*Le total des dépenses externes n'est pas égal au total réparti par type de conventions car la plupart des entreprises ne renseignent pas cette information dans la déclaration fiscale n°2483.

Source : Déclaration fiscale n° 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.1.2 : Quelques indicateurs selon la nature des actions de formation des entreprises (hors bilan de compétence) en 1998

	Nbre de stagiaires	Taux d'accès à la formation	Effort physique de formation	Durée moyenne des stages
Plan de formation	3 538 063	37,4	13,11	35
CIF	16 373	0,17	0,5	287
Formation en alternance	67 937	0,72	2,34	326
Ensemble	3 622 373	38,29	15,96	42

Source : Déclaration fiscale n° 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.1.3 : Entreprises, salariés et dépenses de formation continue selon le TPF en 1998

Taux de Participation Financière	Entreprises (%)	Salariés (%)	Dépenses réelles (%)
Inférieur à 1,41 %	8,5	3,9	1,2
[1,41 % ; 1,50 %[	41,0	18,7	7,2
[1,50 % ; 1,70 %[	21,1	13,4	5,5
[1,70 % ; 3,00 %[	19,2	30,1	19,7
[3,00 % ; 4,00 %[	4,6	11,8	14,6
4,00 % et plus	5,3	21,1	46,9

Source : Déclaration fiscale n° 2483 - Exploitation Céreq



**II.1.2 – Principaux indicateurs par taille et
par catégorie socioprofessionnelle pour
l'année 1998**



Tableau II.1.2.1
Données générales par taille d'entreprises en 1998

	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	Ensemble
nombre d'entreprises	27 199	50 810	24 804	1 894	379	105 086
Montants des salaires versés (en milliers de F)	46 684 271	204 158 309	464 593 407	270 789 589	414 122 392	1 400 347 968
Dépenses déductibles (en millions de F)	826	3 855	11 753	9 581	19 256	45 271
TPF (%)	1,77	1,89	2,53	3,54	4,65	3,23
Versement au Trésor en millions de F	21	60	76	31	93	281
Part des versements aux OPCA (plan de formation en millions de F)	347	1 350	2 617	872	703	5 889
Nombre de salariés	403 431	1 576 582	3 170 042	1 691 216	2 619 426	9 460 697
Nombre de stagiaires*	34 869	234 060	1 016 805	835 668	1 441 189	3 562 591
Entreprises formatrices (en %) **	26,2	46,6	77,4	94,8	96,8	49,6
Taux d'accès (*)	8,6	14,8	32,1	49,4	55,0	37,7
Durée moyenne (h) *	32,3	31,5	34,1	35,5	38,8	36,1
Effort physique de formation (h) *	2,8	4,7	10,9	17,5	21,4	13,6

(*) Hors alternance

(**) Ayant eu au moins un stagiaire

Source : Déclaration fiscale n° 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.2.2 :
Répartition des stagiaires selon la CSP et la nature de la formation
(hors bilan de compétences) en 1998

		Plan de formation (*)	C.I.F. (*)	Formation en alternance (**)	Ensemble	Taux d'accès à la formation
Ouvriers non qualifiés	nombre	172 959	910	10 181	184 050	18,23
	%	5	6	15	5	
Ouvriers qualifiés	nombre	762 958	3 489	13 479	779 926	29,89
	%	22	21	20	22	
Employés	nombre	952535	5173	33119	990827	35,35
	%	27	32	49	27	
Techniciens et agent de maitrises	nombre	915 428	4 583	9 215	929 226	56,63
	%	26	28	14	26	
Ingénieurs et cadres	nombre	734 183	2 218	1 943	738 344	52,83
	%	21	14	3	20	
Ensemble	nombre	3 538 063	16 373	67 937	3 622 373	38,29
	%	100	100	100	100	

Source : Déclaration fiscale n° 2483 - Exploitation Céreq

(*) Prise en charge employeurs et organismes paritaires agréés

(**) Au titre des contrats de qualification, d'orientation et d'adaptation

Tableau II.1.2.3 :
Taux d'accès à la formation par sexe et répartition des stagiaires par âge et sexe en 1998
(Plan de formation, C.I.F. et alternance)

	Moins de 25 ans	de 25 à 44 ans	45 ans et plus	Total	Taux d'accès
Hommes	6,6 59,1	39,0 63,8	17,9 65,0	63,6	38,8
Femmes	4,6 40,9	22,2 36,2	9,7 35,0	36,4	37,3
Ensemble	11,2 100	61,2 100	27,6 100	100	38,3

Source : Déclaration fiscale n° 2483 - Exploitation Céreq

**Tableau II.1.2.4 : Répartition des stagiaires et taux de stagiaires par sexe et taille d'entreprises
(Plan de formation, C.I.F. et alternance) en 1998**

	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 499 salariés	500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	total
Homme (%)	57,3	59,7	63,0	61,5	66,0	63,6
Taux de stagiaires masculins	7,9	14,4	33,4	51,2	57,0	38,8
Femmes (%)	42,7	40,3	37,0	38,5	34,0	36,4
Taux de stagiaires féminins	11,0	17,1	31,4	48,1	53,5	37,3
Taux de stagiaires total	9,0	15,4	32,6	50,0	55,8	38,3

Source : Déclaration n° 2483 - Exploitation Céreq

tableau II.1.2.5
Les taux d'accès par CSP selon les tailles d'entreprises en 1998
(en pourcentage, hors alternance)

	Ouvriers non qualifiés	Ouvriers qualifiés	Employés	Techniciens et agents de maîtrise	Ingénieurs et cadres	Ensemble
de 10 à 19 salariés	2,7	4,6	8,5	16,6	17,4	8,6
de 20 à 49 salariés	5,6	10,3	14,4	26,1	24,1	14,8
de 50 à 499 salariés	14,1	25,2	29,7	46,1	50,0	32,1
de 500 à 1999 salariés	20,5	38,9	48,5	63,6	65,9	49,4
2000 salariés et plus	29,1	47,5	51,4	71,4	67,7	55,0
Ensemble	17,3	29,4	34,2	56,2	52,9	37,7

Source : Déclarations fiscales n° 2483 - Exploitation Céreq

tableau II.1.2.6
La durée moyenne des stages par CSP selon les tailles d'entreprises en 1998
(en heures, hors alternance)

	Ouvriers non qualifiés	Ouvriers qualifiés	Employés	Techniciens et agents de maîtrise	Ingénieurs et cadres	Ensemble
de 10 à 19 salariés	18,0	30,4	35,3	37,4	28,0	32,3
de 20 à 49 salariés	32,1	31,3	29,4	32,9	33,6	31,5
de 50 à 499 salariés	27,6	26,0	35,8	33,9	41,7	34,1
de 500 à 1999 salariés	31,7	31,6	33,9	38,6	37,9	35,5
2000 salariés et plus	41,4	46,7	25,3	41,6	42,5	38,8
Ensemble	34,6	36,3	30,9	38,5	40,2	36,1

Source : Déclarations fiscales n° 2483 - Exploitation Céreq

tableau II.1.2.7
L'effort physique de formation par CSP selon les tailles d'entreprises en 1998
(en heures, hors alternance)

	Ouvriers non qualifiés	Ouvriers qualifiés	Employés	Techniciens et agents de maîtrise	Ingénieurs et cadres	Ensemble
de 10 à 19 salariés	0,5	1,4	3,0	6,2	4,9	2,8
de 20 à 49 salariés	1,8	3,2	4,3	8,6	8,1	4,7
de 50 à 499 salariés	3,9	6,6	10,6	15,6	20,9	10,9
de 500 à 1999 salariés	6,5	12,3	16,4	24,5	25,0	17,5
2000 salariés et plus	12,0	22,2	13,0	29,7	28,7	21,4
Ensemble	6,0	10,7	10,6	21,7	21,3	13,6

Source : Déclarations fiscales n° 2483 - Exploitation Céreq



II.1.3 – La FPC selon les secteurs d'activité (NAF 17 et NAF 60)

**Tableau II.1.3.1 : Principales données selon les secteurs d'activité économique (NAF 17)
Année 1998**

SECTEURS	nombre d'entre- prises	nombre de salariés a	Dépenses (en milliers de frs)	Taux de partic. financ.	nombre de stagiaires*	taux d'accès* b/a	heures de stage* c	Effort physique (en h) c/a	durée moy des stages(h)*
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	1 359	61 336	162 448	4,05	18 162	29,6	707 322	11,53	38,95
02 PECHE, AQUACULTURE	37	1 975	2 205	1,55	43	2,2	3 184	1,61	74,05
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	495	36 516	252 309	3,94	15 368	42,1	614 936	16,84	40,01
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	29 759	2 897 205	13 475 367	2,96	1 046 804	36,1	36 476 727	12,59	34,85
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	193	185 771	2 371 152	6,19	87 922	47,3	5 005 936	26,95	56,94
06 CONSTRUCTION	11 183	518 378	1 145 193	1,77	106 607	20,6	2 834 484	5,47	26,59
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUES	22 760	1 507 107	4 560 999	2,35	533 385	35,4	12 450 057	8,26	23,34
08 HOTELS ET RESTAURANTS	4 038	245 742	498 176	2,11	49 881	20,3	1 158 511	4,71	23,23
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	6 414	763 785	5 985 563	5,29	371 237	48,6	17 524 985	22,94	47,21
10 ACTIVITES FINANCIERES	1 958	581 408	5 311 143	4,58	418 209	71,9	17 916 140	30,82	42,84
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	13 974	1 540 509	6 406 009	2,92	515 105	33,4	17 174 334	11,15	33,34
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	803	200 071	1 582 854	4,79	125 897	62,9	6 044 957	30,21	48,02
13 EDUCATION	2 252	111 120	422 266	3,03	20 604	18,5	696 434	6,27	33,80
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	5 326	507 515	1 989 794	2,61	150 852	29,7	6 925 872	13,65	45,91
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	4 535	302 259	1 110 312	2,66	102 515	33,9	3 241 179	10,72	31,62
TOUS SECTEURS	105 086	9 460 697	45 275 791	3,23	3 562 591	37,7	128 775 058	13,61	36,15

(*) Hors alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

**Tableau II.1.3.2 : Données financières* sur l'intensité et la modalité de la formation
selon les secteurs d'activité économique (NAF17)
Année 1999 provisoire**

Secteurs d'activité	TPF	Dépenses par tête (en F)	Formation interne		Conventions avec organismes de formation		Versements aux FAF	
			%	rang	%	rang	%	rang
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	6,19	12 764	37,03	1	13,97	9	0,29	15
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	5,29	7 837	21,41	2	10,48	11	3,07	13
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	4,79	7 911	13,28	6	18,98	6	7,67	11
10 ACTIVITES FINANCIERES	4,58	9 135	18,55	4	19,55	5	2,41	14
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	4,05	2 648	20,59	3	5,03	14	43,36	1
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	3,94	6 909	18,44	5	22,00	3	6,44	12
13 EDUCATION	3,03	3 800	11,07	9	12,11	10	17,14	8
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	2,96	4 650	9,11	11	24,75	1	13,77	9
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	2,92	4 158	8,43	12	24,66	2	13,76	10
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	2,66	3 673	10,00	10	20,25	4	21,22	7
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	2,61	3 921	12,58	7	9,23	13	34,48	3
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUES	2,35	3 025	7,58	13	17,12	7	24,65	5
08 HOTELS ET RESTAURANTS	2,11	2 027	11,47	8	17,04	8	22,18	6
06 CONSTRUCTION	1,77	2 208	3,16	14	9,94	12	34,52	2
02 PECHE, AQUACULTURE	1,55	1 117	1,86	15	2,54	15	32,90	4

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

**Tableaux II.1.3.3 : Taux de participation financière
selon le secteur d'activité économique (NAF17) et la taille des entreprises,
Année 1998**

SECTEURS	Taille des entreprises					TOTAL
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	1,60	1,74	2,49	3,14	*	4,05
02 PECHE, AQUACULTURE	1,53	1,59	1,54	-	-	1,55
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	1,78	1,61	2,89	5,87	*	3,94
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	1,63	1,79	2,44	3,29	4,23	2,96
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	1,94	2,40	3,20	3,24	6,61	6,19
06 CONSTRUCTION	1,54	1,63	1,82	2,14	1,66	1,77
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUES	1,66	1,91	2,26	2,91	2,83	2,35
08 HOTELS ET RESTAURANTS	2,44	1,78	1,93	2,55	2,17	2,11
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	1,74	1,77	2,22	3,57	8,04	5,29
10 ACTIVITES FINANCIERES	3,32	1,98	3,71	4,99	4,89	4,58
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	1,91	2,20	2,98	3,70	2,91	2,92
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	2,34	3,72	4,68	4,99	4,95	4,79
13 EDUCATION	2,03	1,99	2,08	2,80	*	3,03
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	1,80	1,87	2,08	2,43	5,90	2,61
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	1,86	1,78	2,11	3,45	4,32	2,66
TOUS SECTEURS	1,77	1,89	2,53	3,54	4,65	3,23

(*) : données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3 (prises en compte dans le total)

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

**Tableau II.1.3.4 : Taux d'accès ** à la formation continue
selon les secteurs d'activité économique (NAF17) et la taille des entreprises,
Année 1998**

SECTEURS	Taille des entreprises					TOTAL
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	4,0	4,3	28,4	62,0	*	29,6
02 PECHE, AQUACULTURE	0,0	3,7	1,8	-	-	2,2
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	16,0	15,2	49,6	64,8	*	42,1
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	5,4	12,9	30,6	48,6	56,9	36,1
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	22,8	19,0	48,3	51,7	47,4	47,3
06 CONSTRUCTION	2,9	7,5	24,9	45,0	41,0	20,6
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUES	8,9	15,1	31,0	46,9	59,3	35,4
08 HOTELS ET RESTAURANTS	3,8	8,9	21,1	41,7	23,6	20,3
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	10,5	13,2	33,0	52,0	71,1	48,6
10 ACTIVITES FINANCIERES	31,8	23,2	54,4	71,3	83,3	71,9
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	15,2	20,1	33,8	41,8	36,0	33,4
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	10,7	41,2	64,9	64,3	58,0	62,9
13 EDUCATION	19,8	16,9	23,0	31,6	*	18,5
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	16,8	22,6	25,5	32,0	52,7	29,7
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	12,5	23,2	28,5	45,8	61,3	33,9
TOUS SECTEURS	8,6	14,8	32,1	49,4	55,0	37,7

(*) : Données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3 (prise en compte dans le total)

(**) : Taux d'accès à la formation = nombre de stagiaires*100/nombre de salariés (non comprise la formation en alternance)

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.3.5 : Taux d'accès à la formation continue*
selon la catégorie socio-professionnelle et les secteurs d'activité économique (NAF17)**
Année 1998

SECTEURS	ONQ	OQ	Emp	TAM	IC	Total	en %		
							Rapport CSP		
							1	2	3
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	13,2	22,9	34,4	59,8	38,6	29,6	4,5	TAM	ONQ
02 PECHE, AQUACULTURE	1,9	0,6	0,0	10,8	8,7	2,2		TAM	Emp
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	30,8	37,9	43,4	54,5	60,0	42,1	2,0	IC	ONQ
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	18,2	28,7	34,6	54,6	54,1	36,1	3,0	TAM	ONQ
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	27,0	43,5	43,8	51,1	47,1	47,3	1,9	TAM	ONQ
06 CONSTRUCTION	10,1	15,5	22,5	33,8	39,3	20,6	3,9	IC	ONQ
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUES	10,0	24,2	33,3	49,5	50,5	35,4	5,1	IC	ONQ
08 HOTELS ET RESTAURANTS	9,9	25,1	15,2	54,8	38,0	20,3	5,5	TAM	ONQ
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	26,7	44,6	46,6	64,2	54,8	48,6	2,4	TAM	ONQ
10 ACTIVITES FINANCIERES	25,3	22,0	57,9	83,5	74,4	71,9	3,8	TAM	OQ
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	18,8	29,9	30,2	47,0	48,5	33,4	2,6	IC	ONQ
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	14,2	28,0	62,2	63,7	72,5	62,9	5,1	IC	ONQ
13 EDUCATION	3,6	9,6	15,8	31,7	19,7	18,5	8,9	TAM	ONQ
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	12,8	40,1	25,5	41,4	43,5	29,7	3,4	IC	ONQ
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	13,8	20,8	30,9	47,9	46,3	33,9	3,5	TAM	ONQ
TOUS SECTEURS	17,3	29,4	34,2	56,2	52,9	37,7	3,3	TAM	ONQ

(*) les formations en alternances ne sont pas comprises dans ce taux

(**) Ouvriers non qualifiés (ONQ), Ouvriers qualifiés (OQ), Employés (Emp), Techniciens et Agents de Maîtrise (TAM), Ingénieurs et Cadres (IC)

(1)=Catégorie la plus favorisée(2)/Catégorie la moins favorisée(3)

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.3.6 : Durée moyenne des stages **
selon les secteurs d'activité économique (NAF17) et la taille des entreprises,
Année 1998

SECTEURS	Taille des entreprises					TOTAL
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	33,60	27,81	38,93	15,76	*	38,95
02 PECHE, AQUACULTURE	0,00	79,71	70,35	-	-	74,05
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	18,68	32,20	26,82	21,60	*	40,01
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	32,98	34,80	30,73	33,36	41,02	34,85
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	44,45	33,78	28,74	27,93	61,84	56,94
06 CONSTRUCTION	31,05	29,56	28,37	26,57	19,23	26,59
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUES	28,31	26,31	24,53	31,80	19,01	23,34
08 HOTELS ET RESTAURANTS	43,45	30,79	21,37	21,63	22,49	23,23
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	25,72	25,67	24,96	35,30	57,67	47,21
10 ACTIVITES FINANCIERES	41,63	30,16	85,89	39,64	34,88	42,84
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	30,28	35,97	33,62	35,68	31,68	33,34
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	36,92	50,63	45,66	50,17	50,30	48,02
13 EDUCATION	47,01	35,10	33,66	24,49	*	33,80
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	39,26	32,18	42,04	47,46	58,59	45,91
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	36,61	28,41	29,20	32,61	35,67	31,62
TOUS SECTEURS	32,33	31,54	34,07	35,52	38,81	36,15

* : données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3

** Non comprises les formations en alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.3.7 : Durée moyenne* (en heures) des stages selon la qualification
et les secteurs d'activité économique (NAF17)
Année 1998**

SECTEURS	ONQ	OQ	Emp	TAM	IC	Total	Rapport CSP		
							1	2	3
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	20,25	19,04	40,10	53,96	57,86	38,95	3,04	IC	OQ
02 PECHE, AQUACULTURE	77,50	37,20	0,00	116,40	41,71	74,05		TAM	Emp
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	106,50	27,73	24,55	42,56	39,84	40,01	4,34	ONQ	Emp
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	30,13	32,51	30,75	38,18	38,38	34,85	1,27	IC	ONQ
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	21,10	53,15	44,10	61,90	58,79	56,94	2,93	TAM	ONQ
06 CONSTRUCTION	30,67	26,32	24,88	26,16	27,65	26,59	1,23	ONQ	Emp
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUES	26,45	23,63	17,78	31,79	31,59	23,34	1,79	TAM	Emp
08 HOTELS ET RESTAURANTS	25,93	17,27	22,15	25,57	26,42	23,23	1,53	IC	OQ
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	73,60	55,54	30,29	46,59	43,05	47,21	2,43	ONQ	Emp
10 ACTIVITES FINANCIERES	43,85	66,19	52,15	33,35	50,18	42,84	1,98	OQ	TAM
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	27,08	27,24	30,70	38,43	39,40	33,34	1,45	IC	ONQ
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	57,88	59,05	46,86	48,24	50,44	48,02	1,26	OQ	Emp
13 EDUCATION	85,04	22,08	33,87	37,24	30,80	33,80	3,85	ONQ	OQ
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	77,98	49,11	41,67	47,47	38,96	45,91	2,00	ONQ	IC
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	25,82	27,60	28,86	35,23	34,49	31,62	1,36	TAM	ONQ
TOUS SECTEURS	34,65	36,29	30,86	38,53	40,23	36,15	1,3	IC	Emp

(*) Les formations en alternance ne sont pas comprises dans ce taux

(**) Ouvriers non qualifiés (ONQ), Ouvriers qualifiés (OQ), Employés (Emp), Techniciens et Agents de Maîtrise (TAM), Ingénieurs et Cadres (IC)

(1)=Catégorie la plus favorisée(2)/Catégorie la moins favorisée(3)

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.3.8 : Effort physique de formation continue
selon les secteurs d'activité économique (NAF17) et la taille des entreprises,
Année 1998**

SECTEURS	Taille des entreprises					TOTAL
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	1,34	1,20	11,07	9,77	*	11,53
02 PECHE, AQUACULTURE	0,00	2,93	1,30	-	-	1,61
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	2,98	4,89	13,30	14,00	*	16,84
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	1,77	4,49	9,40	16,20	23,34	12,59
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	10,15	6,43	13,89	14,44	29,31	26,95
06 CONSTRUCTION	0,91	2,21	7,05	11,95	7,89	5,47
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUES	2,51	3,97	7,62	14,92	11,28	8,26
08 HOTELS ET RESTAURANTS	1,66	2,73	4,51	9,02	5,31	4,71
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	2,70	3,38	8,23	18,36	40,99	22,94
10 ACTIVITES FINANCIERES	13,23	7,01	46,74	28,26	29,07	30,82
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	4,60	7,23	11,37	14,92	11,41	11,15
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	3,96	20,84	29,65	32,28	29,15	30,21
13 EDUCATION	9,31	5,92	7,76	7,73	*	6,27
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	6,60	7,28	10,72	15,21	30,90	13,65
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	4,57	6,60	8,33	14,95	21,88	10,72
TOUS SECTEURS	2,79	4,68	10,93	17,55	21,36	13,61

(*) : données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3

(**) Non comprises les formations en alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.3.9 : Effort physique de formation continue*
selon la catégorie socio-professionnelle et les secteurs d'activité économique (NAF17)**
Année 1998

SECTEURS	ONQ	OQ	Emp	TAM	IC	Total	en %		
							Rapport CSP		
							1	2	3
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	2,67	4,36	13,80	32,28	22,33	11,53	12,09	TAM	ONQ
02 PECHE, AQUACULTURE	1,46	0,24	0,00	12,53	3,62	1,61		TAM	Emp
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	32,78	10,51	10,66	23,20	23,90	16,84	3,12	ONQ	OQ
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	5,50	9,34	10,64	20,84	20,76	12,59	3,79	TAM	ONQ
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	5,70	23,12	19,30	31,61	27,67	26,95	5,54	TAM	ONQ
06 CONSTRUCTION	3,09	4,08	5,60	8,85	10,88	5,47	3,51	IC	ONQ
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUES	2,65	5,72	5,92	15,75	15,96	8,26	6,03	IC	ONQ
08 HOTELS ET RESTAURANTS	2,57	4,33	3,36	14,02	10,03	4,71	5,46	TAM	ONQ
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	19,66	24,77	14,13	29,93	23,59	22,94	2,12	TAM	Emp
10 ACTIVITES FINANCIERES	11,11	14,54	30,21	27,84	37,32	30,82	3,36	IC	ONQ
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	5,10	8,13	9,27	18,07	19,12	11,15	3,75	IC	ONQ
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	8,23	16,52	29,13	30,73	36,59	30,21	4,45	IC	ONQ
13 EDUCATION	3,03	2,12	5,35	11,80	6,08	6,27	5,57	TAM	OQ
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	9,94	19,67	10,62	19,63	16,96	13,65	1,98	OQ	ONQ
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	3,55	5,74	8,92	16,86	15,97	10,72	4,74	TAM	ONQ
TOUS SECTEURS	5,99	10,69	10,56	21,65	21,26	13,61	3,62	TAM	ONQ

(*), Effort physique=nombre d'heures de stage/ nombre de salariés (non comprises les formations en alternance)

(**) Ouvriers non qualifiés(ONQ, Ouvriers qualifiés (OQ), Employés (EMP), Techniciens et Agents de Maitrise (TAM), Ingénieurs et Cadres(IC)

(1) = catégarie la plus favarisée (2) / Catégarie la moins favorisée (3)

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.3.10 : Entreprises ayant eu des stagiaires**
selon les secteurs d'activité économique (NAF17) et la taille des entreprises,
Année 1998

SECTEURS	Taille des entreprises					TOTAL
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	14,10	20,60	66,30	83,30	*	23,70
02 PECHE, AQUACULTURE	0,00	43,80	15,40	-	-	24,30
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	42,20	34,70	94,50	100,00	*	45,90
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	22,60	48,00	80,70	97,50	98,20	53,20
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	59,70	53,20	98,40	95,00	100,00	73,90
06 CONSTRUCTION	15,00	29,20	73,40	96,30	85,70	31,40
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUES	27,50	47,50	76,60	94,00	98,50	47,30
08 HOTELS ET RESTAURANTS	11,40	30,10	55,80	87,30	94,10	26,80
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	33,90	44,80	80,10	97,10	95,50	53,00
10 ACTIVITES FINANCIERES	57,60	63,50	83,40	97,50	95,90	73,00
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	35,90	53,70	74,20	89,00	95,50	55,40
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	37,80	74,50	93,30	99,10	100,00	87,20
13 EDUCATION	44,70	56,50	79,20	100,00	*	59,70
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	37,80	56,90	71,50	85,80	100,00	58,40
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	34,20	56,70	72,70	96,80	100,00	56,40
TOUS SECTEURS	26,20	46,60	77,40	94,80	96,80	49,60

(*) Données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3

(**) Non comprise la formation en alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.3.11 : Principales données selon les secteurs d'activité économique (NAF60) - Année 1998

SECTEURS	nombre d'entreprises	Nombre de salariés a	Dépenses (milliers F)	Taux de particip. Financ. %	Nombre de stagiaires ** d	Taux d'accès % d/a	Heures de stage** c	Heures de stage par salarié c/a	Durée moy des stages(h)**
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	1 223	45 243	50 509	2,54	8 252	18,2	242 528	5,36	29,39
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	136	16 093	111 939	5,55	9 910	61,6	464 794	28,88	46,90
05 PECHE & AQUACULTURE	37	1 975	2 205	1,55	43	2,2	3 184	1,61	74,05
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	26	17 743	189 416	5,19	9 399	53,0	453 497	25,56	48,25
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	469	18 773	62 866	2,28	5 969	31,8	161 439	8,60	27,05
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	4 002	349 634	1 250 022	2,58	116 039	33,2	3 352 857	9,59	28,89
17 INDUSTRIE TEXTILE	1 471	115 220	309 465	2,14	26 252	22,8	853 650	7,41	32,52
18 HABILLEMENT	1 287	76 621	154 750	1,79	8 897	11,6	374 063	4,88	42,04
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	453	37 764	83 644	1,90	6 706	17,8	277 072	7,34	41,32
20 TRAVAIL DU BOIS	1 312	53 592	117 351	1,87	9 896	18,5	317 000	5,92	32,03
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	735	86 052	368 362	2,69	28 964	33,7	863 757	10,04	29,82
22 EDITION & IMPRIMERIE	2 225	142 940	513 559	2,11	35 246	24,7	1 161 210	8,12	32,95
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	57	33 835	376 606	4,42	21 264	62,8	962 084	28,43	45,24
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	1 241	248 053	1 839 023	3,72	138 377	55,8	4 319 438	17,41	31,21
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	1 683	180 561	761 397	2,97	63 035	34,9	2 205 357	12,21	34,99
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	1 129	114 121	432 975	2,49	35 602	31,2	1 191 572	10,44	33,47
27 METALLURGIE	498	116 115	651 787	3,42	53 607	46,2	1 951 528	16,81	36,40
28 TRAVAIL DES METAUX	5 780	300 918	911 349	2,17	72 624	24,1	2 197 775	7,30	30,26
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	2 645	251 677	1 087 188	2,67	91 372	36,3	3 136 423	12,46	34,33
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	94	29 668	541 690	7,00	21 046	70,9	837 243	28,22	39,78
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	847	138 403	732 325	3,30	59 372	42,9	2 277 608	16,46	38,36
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	594	106 702	713 152	3,75	49 492	46,4	1 858 190	17,41	37,55
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	1 114	113 181	644 252	3,08	43 349	38,3	1 526 278	13,49	35,21
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	613	188 625	1 090 024	3,52	97 666	51,8	4 419 485	23,43	45,25
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	303	107 041	607 709	3,36	47 145	44,0	1 784 969	16,68	37,86
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	1 365	94 652	261 627	2,14	20 143	21,3	586 088	6,19	29,10
37 RECUPERATION	311	11 830	24 559	1,62	710	6,0	23 080	1,95	32,51
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	116	155 799	2 164 762	6,64	70 987	45,6	4 581 046	29,40	64,53
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	77	29 972	206 390	3,62	16 935	56,5	424 890	14,18	25,09
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	11 183	518 378	1 144 739	1,77	106 607	20,6	2 834 484	5,47	26,59
50 REPARATION AUTOMOBILE	4 234	175 192	567 848	2,43	55 149	31,5	1 390 544	7,94	25,21
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	10 922	580 837	2 268 091	2,45	177 788	30,6	5 561 667	9,58	31,28
52 COMMERCE DE DETAIL	7 604	751 078	1 723 602	2,21	300 448	40,0	5 497 846	7,32	18,30
55 HOTELS & RESTAURANTS	4 038	245 742	498 176	2,11	49 881	20,3	1 158 511	4,71	23,23
60 TRANSPORTS TERRESTRES	4 584	487 134	3 609 604	5,34	237 923	48,8	12 641 435	25,95	53,13
61 TRANSPORTS MARITIMES	59	7 863	29 058	2,02	2 833	36,0	126 501	16,09	44,65
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	84	64 672	1 435 480	10,06	39 914	61,7	2 067 235	31,96	51,79
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	1 504	172 521	670 041	2,78	71 030	41,2	1 794 834	10,40	25,27
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	183	31 595	241 383	4,22	19 537	61,8	894 980	28,33	45,81
65 BANQUES	883	376 989	3 953 691	4,95	315 870	83,8	11 324 911	30,04	35,85
66 ASSURANCES	608	168 662	1 103 829	3,95	88 883	52,7	3 300 525	19,57	37,13
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	467	35 757	253 623	3,08	13 456	37,6	3 290 704	92,03	244,55
70 IMMOBILIER	1 480	97 760	393 937	2,73	33 943	34,7	1 059 713	10,84	31,22
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	450	42 710	140 639	2,37	14 606	34,2	290 020	6,79	19,86
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	1 753	157 711	1 303 850	4,17	70 304	44,6	3 450 508	21,88	49,08
73 RECHERCHE	234	39 351	320 381	3,80	20 935	53,2	827 946	21,04	39,55
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	10 057	1 202 977	4 247 211	2,67	375 317	31,2	11 546 147	9,60	30,76
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	803	200 071	1 582 854	4,79	125 897	62,9	6 044 957	30,21	48,02
80 EDUCATION	2 252	111 120	422 268	3,03	20 604	18,5	696 434	6,27	33,80
85 SANTE & ACTION SOCIALE	5 326	507 515	1 989 799	2,61	150 852	29,7	6 925 872	13,65	45,91
90 SERVICES COLLECTIFS	325	36 973	99 772	2,07	10 652	28,8	274 808	7,43	25,80
91 SERVICES SOCIAUX	1 983	125 554	449 777	2,73	46 016	36,7	1 559 690	12,42	33,89
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	1 647	118 427	521 836	2,85	43 041	36,3	1 336 354	11,28	31,05
93 SERVICES PERSONNELS	580	21 305	38 930	1,84	2 806	13,2	70 327	3,30	25,06
TOUS SECTEURS	105 086	9 460 697	45 271 323	3,23	3 562 591	37,7	128 775 058	13,61	36,15

(*) Données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3

(**) Non comprises les formations en alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

**Tableau II.1.3.12 : Données financières* sur l'intensité et la modalité de la formation
selon les secteurs d'activité économique (NAF60)
Année 1998**

Secteurs d'activité	TPF	Dépenses par tête (en F)	Formation interne		Conventions avec organismes de formation		Versements aux OPCA	
			%	rang	%	rang	%	rang
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	10,06	22 196	26,55	3	10,22	46	0,15	53
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	7,00	18 258	19,20	8	36,04	1	9,30	36
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	6,64	13 895	38,54	1	12,98	43	0,14	54
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	5,55	6 956	28,24	2	4,27	53	37,38	5
60 TRANSPORTS TERRESTRES	5,34	7 410	21,34	5	6,23	52	2,80	48
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	5,19	10 676	23,84	4	22,28	24	0,64	51
65 BANQUES	4,95	10 488	20,06	7	17,72	35	0,85	50
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	4,79	7 911	13,28	15	18,98	33	7,67	38
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	4,42	11 131	16,53	9	28,41	10	0,59	52
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	4,22	7 640	10,29	22	35,43	2	3,87	45
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	4,17	8 267	8,23	29	31,30	6	7,76	37
66 ASSURANCES	3,95	6 545	14,36	12	23,23	17	6,32	40
73 RECHERCHE	3,80	8 142	6,06	40	32,85	3	3,28	47
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	3,75	6 684	6,62	36	31,77	5	4,82	42
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	3,72	7 414	9,97	23	28,75	8	3,92	44
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	3,62	6 886	21,20	6	24,40	16	1,94	49
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	3,52	5 779	14,40	11	22,85	18	6,25	41
27 METALLURGIE	3,42	5 613	8,52	28	28,65	9	3,94	43
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	3,36	5 677	10,51	21	24,73	13	3,78	46
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	3,30	5 291	11,97	18	24,67	14	11,04	33
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	3,08	7 093	13,40	13	32,02	4	9,68	34
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	3,08	5 692	7,11	34	29,96	7	7,34	39
80 EDUCATION	3,03	3 800	11,07	20	12,11	44	17,14	28
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	2,97	4 217	13,29	14	15,02	40	24,36	17
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	2,85	4 406	13,15	16	17,64	36	20,52	26
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	2,78	3 884	15,59	10	24,44	15	9,65	35
70 IMMOBILIER	2,73	4 030	7,25	33	22,79	19	23,38	20
91 SERVICES SOCIAUX	2,73	3 582	7,88	30	22,52	22	21,23	25
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	2,69	4 281	3,95	44	20,74	29	25,69	13
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	2,67	4 320	6,55	37	27,40	11	14,97	30
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	2,67	3 531	8,76	27	22,30	23	15,54	29
85 SANTE & ACTION SOCIALE	2,61	3 921	12,58	17	9,23	48	34,48	8
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	2,58	3 575	6,07	39	22,00	26	22,75	21
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	2,54	1 116	3,64	46	6,72	51	56,61	1
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	2,49	3 794	8,89	25	19,01	32	13,19	31
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	2,45	3 905	7,44	31	19,49	31	25,11	14
50 REPARATION AUTOMOBILE	2,43	3 241	4,49	43	18,90	34	22,04	23
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	2,37	3 293	8,96	24	20,88	28	12,57	32
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	2,28	3 349	2,16	51	21,17	27	23,88	18
52 COMMERCE DE DETAIL	2,21	2 295	8,79	26	13,41	41	24,91	15
28 TRAVAIL DES METAUX	2,17	3 029	4,89	41	22,63	20	24,85	16
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	2,14	2 764	4,77	42	17,26	38	32,08	11
17 INDUSTRIE TEXTILE	2,14	2 686	3,09	49	19,74	30	33,05	9
22 EDITION & IMPRIMERIE	2,11	3 593	7,33	32	22,57	21	21,74	24
55 HOTELS & RESTAURANTS	2,11	2 027	11,47	19	17,04	39	22,18	22
90 SERVICES COLLECTIFS	2,07	2 699	6,51	38	26,48	12	18,50	27
61 TRANSPORTS MARITIMES	2,02	3 696	3,39	47	22,17	25	23,80	19
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	1,90	2 215	7,03	35	17,27	37	29,59	12
20 TRAVAIL DU BOIS	1,87	2 190	2,92	50	11,07	45	43,01	3
93 SERVICES PERSONNELS	1,84	1 827	1,13	54	13,13	42	37,41	4
18 HABILLEMENT	1,79	2 020	3,91	45	9,01	49	36,67	6
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	1,77	2 208	3,16	48	9,94	47	34,52	7
37 RECUPERATION	1,62	2 076	1,50	53	7,27	50	44,78	2
05 PECHE & AQUACULTURE	1,55	1 117	1,86	52	2,54	54	32,90	10

Source : Déclaration fiscale des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

**Tableaux II.1.3.13 : Taux de participation financière
selon le secteur d'activité économique (NAF60) et la taille des entreprises.
Année 1998**

SECTEURS	Taille des entreprises					TOTAL
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	1,62	1,79	2,40	3,14	-	2,54
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	1,50	1,62	3,03	.	*	5,55
05 PECHE & AQUACULTURE	1,53	1,59	1,54	-	-	1,55
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	*	2,33	*	*	*	5,19
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	1,78	1,56	2,90	2,89	-	2,28
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	1,54	1,95	2,36	2,82	3,57	2,58
17 INDUSTRIE TEXTILE	1,80	1,81	2,22	2,27	2,16	2,14
18 HABILLEMENT	1,82	1,65	1,80	2,15	-	1,79
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	1,52	1,77	1,70	2,75	-	1,90
20 TRAVAIL DU BOIS	1,56	1,65	2,08	-	-	1,87
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	1,61	2,52	2,29	3,20	*	2,69
22 EDITION & IMPRIMERIE	1,62	1,70	2,12	2,47	-	2,11
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	*	1,53	3,82	4,31	4,70	4,42
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	1,61	2,14	3,15	4,00	4,56	3,72
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	1,78	1,72	2,60	3,05	4,19	2,97
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	2,27	1,72	2,20	3,02	2,36	2,49
27 METALLURGIE	1,68	1,63	2,53	3,47	4,20	3,42
28 TRAVAIL DES METAUX	1,52	1,69	2,27	2,84	*	2,17
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	1,59	1,70	2,49	3,11	3,58	2,67
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	3,06	1,95	3,78	4,73	*	7,00
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	1,96	1,87	2,75	3,44	3,95	3,30
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	1,58	1,98	2,52	4,19	4,55	3,75
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	1,48	1,53	2,60	3,87	3,82	3,08
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	1,78	3,15	2,40	3,25	3,94	3,52
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	1,46	1,57	2,57	2,85	3,86	3,36
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	1,54	1,67	2,03	2,86	-	2,14
37 RECUPERATION	1,44	1,76	1,54	-	-	1,62
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	2,00	2,67	3,54	3,13	*	6,64
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	*	2,07	2,62	3,35	3,96	3,62
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	1,54	1,63	1,82	2,14	1,66	1,77
50 REPARATION AUTOMOBILE	1,80	2,27	2,42	3,29	3,21	2,43
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	1,66	1,94	2,40	3,28	3,85	2,45
52 COMMERCE DE DETAIL	1,57	1,60	1,83	2,29	2,62	2,21
55 HOTELS & RESTAURANTS	2,44	1,78	1,93	2,55	2,17	2,11
60 TRANSPORTS TERRESTRES	1,68	1,73	2,20	2,86	7,76	5,34
61 TRANSPORTS MARITIMES	0,99	1,50	1,78	2,45	-	2,02
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	1,55	4,19	2,35	6,03	11,40	10,06
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	1,99	1,73	2,11	3,32	4,10	2,78
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	1,45	1,80	3,45	4,82	4,76	4,22
65 BANQUES	4,72	2,61	4,16	5,36	5,00	4,95
66 ASSURANCES	2,94	1,70	3,26	4,10	4,51	3,95
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	1,61	1,41	3,51	4,21	*	3,08
70 IMMOBILIER	1,60	2,16	2,75	3,56	-	2,73
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	1,34	1,66	2,72	3,01	*	2,37
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	2,65	2,35	4,00	5,08	5,34	4,17
73 RECHERCHE	1,22	1,71	3,93	3,84	*	3,80
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	1,92	2,21	2,65	3,27	2,72	2,67
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	2,34	3,72	4,68	4,99	4,95	4,79
80 EDUCATION	2,03	1,99	2,08	2,80	*	3,03
85 SANTE & ACTION SOCIALE	1,80	1,87	2,08	2,43	5,90	2,61
90 SERVICES COLLECTIFS	2,43	1,75	2,07	2,16	-	2,07
91 SERVICES SOCIAUX	2,16	2,07	2,39	3,06	3,98	2,73
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	1,48	1,50	1,87	3,96	4,88	2,85
93 SERVICES PERSONNELS	1,71	1,63	1,78	3,94	*	1,84
TOUS SECTEURS	1,77	1,89	2,53	3,54	4,65	3,23

(*) : données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3 (prises en compte dans le total)

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.3.14
Taux de participation financière et degré de concentration
des secteurs d'activité économique (NAF60)
Année 1998

SECTEURS	TPF		Degré de concentration	
	%	Rang	Effectif salarié moyen des entreprises	Rang
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	10,06	1	770	2
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	7,00	2	316	8
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	6,64	3	1 343	1
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	5,55	4	118	20
60 TRANSPORTS TERRESTRES	5,34	5	106	25
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	5,19	6	682	3
65 BANQUES	4,95	7	427	5
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	4,79	8	249	11
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	4,42	9	594	4
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	4,22	10	173	15
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	4,17	11	90	32
66 ASSURANCES	3,95	12	277	10
73 RECHERCHE	3,80	13	168	16
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	3,75	14	180	14
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	3,72	15	200	13
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	3,62	16	389	6
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	3,52	17	308	9
27 METALLURGIE	3,42	18	233	12
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	3,36	19	353	7
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	3,30	20	163	17
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	3,08	21	77	36
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	3,08	22	102	26
80 EDUCATION	3,03	23	49	47
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	2,97	24	107	24
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	2,85	25	72	37
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	2,78	26	115	22
70 IMMOBILIER	2,73	27	66	39
91 SERVICES SOCIAUX	2,73	28	63	41
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	2,69	29	117	21
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	2,67	30	95	30
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	2,67	31	120	19
85 SANTE & ACTION SOCIALE	2,61	32	95	29
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	2,58	33	87	33
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	2,54	34	37	53
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	2,49	35	101	27
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	2,45	36	53	45
50 REPARATION AUTOMOBILE	2,43	37	41	49
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	2,37	38	95	31
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	2,28	39	40	51
52 COMMERCE DE DETAIL	2,21	40	99	28
28 TRAVAIL DES METAUX	2,17	41	52	46
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	2,14	42	69	38
17 INDUSTRIE TEXTILE	2,14	43	78	35
22 EDITION & IMPRIMERIE	2,11	44	64	40
55 HOTELS & RESTAURANTS	2,11	45	61	42
90 SERVICES COLLECTIFS	2,07	46	114	23
61 TRANSPORTS MARITIMES	2,02	47	133	18
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	1,90	48	83	34
20 TRAVAIL DU BOIS	1,87	49	41	50
93 SERVICES PERSONNELS	1,84	50	37	54
18 HABILLEMENT	1,79	51	60	43
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	1,77	52	46	48
37 RECUPERATION	1,62	53	38	52
05 PECHE & AQUACULTURE	1,55	54	53	44

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

**Tableau II.1.3.15 : Taux d'accès ** à la formation continue
selon les secteurs d'activité économique (NAF60) et la taille des entreprises.
Année 1998**

SECTEURS	Taille des entreprises					TOTAL
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	
01 AGRIC., SYLVIC., CHASSE	4,2	3,5	26,4	62,0	-	18,2
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	1,4	10,6	46,6	-	*	61,6
05 PECHE & AQUACULTURE	0,0	3,7	1,8	-	-	2,2
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	*	19,4	*	*	*	53,0
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	15,7	15,0	50,8	39,9	-	31,8
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	4,7	15,7	31,4	44,4	50,9	33,2
17 INDUSTRIE TEXTILE	3,1	13,3	24,1	34,4	20,9	22,8
18 HABILLEMENT	1,9	7,2	11,1	30,3	-	11,6
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	3,1	9,0	15,0	41,9	-	17,8
20 TRAVAIL DU BOIS	3,1	11,8	27,0	-	-	18,5
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	11,2	18,5	30,3	45,0	*	33,7
22 EDITION & IMPRIMERIE	5,7	12,8	25,1	39,1	-	24,7
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	*	24,4	52,5	68,0	62,6	62,8
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	7,1	35,4	51,0	62,6	60,0	55,8
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	2,2	10,1	31,4	45,7	50,9	34,9
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	4,5	9,0	33,5	40,4	30,8	31,2
27 METALLURGIE	6,2	12,0	40,0	49,1	54,6	46,2
28 TRAVAIL DES METAUX	5,2	10,8	27,7	49,5	*	24,1
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	9,6	13,2	29,8	50,3	63,7	36,3
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	69,6	7,7	55,0	69,0	*	70,9
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	11,9	10,3	35,9	49,3	54,6	42,9
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	9,4	17,9	28,4	57,2	61,6	46,4
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	6,1	12,8	31,9	53,7	56,3	38,3
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	2,6	23,3	34,3	43,6	63,8	51,8
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	3,0	14,9	29,4	43,9	50,6	44,0
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	2,6	7,5	21,3	38,8	-	21,3
37 RECUPERATION	1,9	8,5	4,6	-	-	6,0
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	20,8	16,1	50,9	52,9	*	45,6
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	*	22,1	44,0	50,4	64,0	56,5
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	2,9	7,5	24,9	45,0	41,0	20,6
50 REPARATION AUTOMOBILE	13,1	25,2	34,9	46,4	64,0	31,5
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	8,6	16,4	33,6	48,5	62,0	30,6
52 COMMERCE DE DETAIL	6,8	7,4	25,5	45,5	58,9	40,0
55 HOTELS & RESTAURANTS	3,8	8,9	21,1	41,7	23,6	20,3
60 TRANSPORTS TERRESTRES	9,6	12,1	30,9	51,5	72,6	48,8
61 TRANSPORTS MARITIMES	0,0	25,9	34,8	40,5	-	36,0
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	21,4	34,0	43,8	25,2	68,4	61,7
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	15,0	16,0	34,1	54,5	60,5	41,2
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	3,0	11,9	50,5	66,5	78,8	61,8
65 BANQUES	40,5	47,3	64,8	74,7	96,0	83,8
66 ASSURANCES	46,9	9,1	46,7	61,8	53,7	52,7
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	11,8	7,4	47,9	75,6	*	37,6
70 IMMOBILIER	11,6	14,8	39,0	48,8	-	34,7
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	7,0	8,7	33,3	44,2	*	34,2
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	17,4	21,7	40,1	61,3	66,6	44,6
73 RECHERCHE	23,0	26,2	48,9	57,6	*	53,2
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	15,8	20,9	30,9	34,2	34,3	31,2
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	10,7	41,2	64,9	64,3	58,0	62,9
80 EDUCATION	19,8	16,9	23,0	31,6	*	18,5
85 SANTE & ACTION SOCIALE	16,8	22,6	25,5	32,0	52,7	29,7
90 SERVICES COLLECTIFS	8,8	17,2	30,6	30,8	-	28,8
91 SERVICES SOCIAUX	20,9	37,3	30,4	38,3	55,4	36,7
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	9,0	11,5	26,9	57,2	70,3	36,3
93 SERVICES PERSONNELS	4,6	9,9	16,2	20,9	*	13,2
TOUS SECTEURS	8,6	14,8	32,1	49,4	55,0	37,7

(*) : Données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3 (prise en compte dans le total)

(**) : Taux d'accès à la formation = nombre de stagiaires * 100 / nombre de salariés (non comprise la formation en alternance)

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.3.16 : Taux d'accès à la formation continue*
selon la catégorie socio-professionnelle et les secteurs d'activité économique (NAF60)**
Année 1998

SECTEURS	ONQ	OQ	Emp	TAM	IC	Total	en %		
							Rapport CSP		
							1	2	3
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	7,6	15,6	24,5	37,0	29,6	18,2	4,9	TAM	ONQ
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	37,3	49,6	66,0	81,4	71,3	61,6	2,2	TAM	ONQ
05 PECHE & AQUACULTURE	1,9	0,6	0,0	10,8	8,7	2,2		TAM	Emp
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	35,6	53,2	65,3	56,7	65,0	53,0	1,8	Emp	ONQ
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVE	23,5	26,3	32,9	50,5	54,0	31,8	2,3	IC	ONQ
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	19,4	30,0	28,3	53,3	56,8	33,2	2,9	IC	ONQ
17 INDUSTRIE TEXTILE	10,3	17,5	28,7	42,0	43,7	22,8	4,2	IC	ONQ
18 HABILLEMENT	4,3	6,9	15,9	28,0	25,6	11,6	6,5	TAM	ONQ
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	8,5	14,7	26,5	31,9	45,3	17,8	5,4	IC	ONQ
20 TRAVAIL DU BOIS	12,2	15,8	28,1	36,8	28,8	18,5	3,0	TAM	ONQ
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	15,2	29,1	37,6	54,5	53,8	33,7	3,6	TAM	ONQ
22 EDITION & IMPRIMERIE	6,4	17,6	23,4	32,9	36,8	24,7	5,8	IC	ONQ
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	26,7	53,3	52,6	66,0	67,0	62,8	2,5	IC	ONQ
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	40,5	46,9	46,2	64,2	66,7	55,8	1,7	IC	ONQ
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	17,8	30,1	37,1	56,9	54,5	34,9	3,2	TAM	ONQ
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	16,5	26,8	27,0	52,7	54,4	31,2	3,3	IC	ONQ
27 METALLURGIE	25,4	38,6	49,5	62,1	64,0	46,2	2,5	IC	ONQ
28 TRAVAIL DES METAUX	12,0	21,3	27,8	39,1	36,3	24,1	3,3	TAM	ONQ
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	24,3	28,1	36,1	50,9	49,3	36,3	2,1	TAM	ONQ
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	14,9	28,0	87,3	52,8	84,6	70,9	5,9	Emp	ONQ
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	19,8	35,9	49,3	60,9	59,2	42,9	3,1	TAM	ONQ
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	21,6	35,3	41,1	56,4	59,7	46,4	2,8	IC	ONQ
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	14,1	28,2	32,7	47,2	50,9	38,3	3,6	IC	ONQ
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	37,1	44,2	45,6	75,5	66,5	51,8	2,0	TAM	ONQ
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	19,9	32,5	44,9	48,3	57,1	44,0	2,9	IC	ONQ
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	11,8	17,8	24,0	35,2	41,4	21,3	3,5	IC	ONQ
37 RECUPERATION	0,3	4,3	10,3	20,3	11,1	6,0	64,0	TAM	ONQ
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	5,3	41,6	35,7	50,2	44,3	45,6	9,5	TAM	ONQ
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	44,7	50,6	54,3	64,7	70,6	56,5	1,6	IC	ONQ
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	10,1	15,5	22,5	33,8	39,3	20,6	3,9	IC	ONQ
50 REPARATION AUTOMOBILE	8,8	30,3	24,3	47,9	51,9	31,5	5,9	IC	ONQ
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	10,4	23,3	24,0	44,4	45,2	30,6	4,4	IC	ONQ
52 COMMERCE DE DETAIL	10,3	19,2	38,3	56,9	60,3	40,0	5,9	IC	ONQ
55 HOTELS & RESTAURANTS	9,9	25,1	15,2	54,8	38,0	20,3	5,5	TAM	ONQ
60 TRANSPORTS TERRESTRES	25,8	46,8	51,2	64,9	48,8	48,8	2,5	TAM	ONQ
61 TRANSPORTS MARITIMES	3,2	24,1	54,5	45,7	38,8	36,0	16,8	Emp	ONQ
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	38,6	35,5	53,4	75,1	61,8	61,7	2,1	TAM	OQ
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	33,0	33,7	35,8	55,2	54,1	41,2	1,7	TAM	ONQ
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	2,2	37,0	58,5	74,8	66,2	61,8	33,9	TAM	ONQ
65 BANQUES	25,8	19,6	69,2	91,9	85,7	83,8	4,7	TAM	OQ
66 ASSURANCES	12,5	21,6	53,2	48,8	58,4	52,7	4,7	IC	ONQ
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	107,5	61,0	27,2	64,9	39,9	37,6	4,0	ONQ	Emp
70 IMMOBILIER	19,9	24,2	29,5	48,7	50,1	34,7	2,5	IC	ONQ
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	7,6	24,2	48,7	36,4	46,6	34,2	6,4	Emp	ONQ
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	6,1	30,7	30,8	49,6	47,9	44,6	8,1	TAM	ONQ
73 RECHERCHE	22,0	34,3	43,9	53,2	58,3	53,2	2,7	IC	ONQ
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	19,0	30,3	29,1	46,3	47,7	31,2	2,5	IC	ONQ
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	14,2	28,0	62,2	63,7	72,5	62,9	5,1	IC	ONQ
80 EDUCATION	3,6	9,6	15,8	31,7	19,7	18,5	8,9	TAM	ONQ
85 SANTE & ACTION SOCIALE	12,8	40,1	25,5	41,4	43,5	29,7	3,4	IC	ONQ
90 SERVICES COLLECTIFS	22,0	23,2	34,8	47,7	54,7	28,8	2,5	IC	ONQ
91 SERVICES SOCIAUX	12,4	28,7	31,7	49,6	45,9	36,7	4,0	TAM	ONQ
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	7,2	15,5	31,9	47,3	46,4	36,3	6,6	TAM	ONQ
93 SERVICES PERSONNELS	5,1	11,2	13,3	27,2	33,0	13,2	6,5	IC	ONQ
TOUS SECTEURS	17,3	29,4	34,2	56,2	52,9	37,7	3,3	TAM	ONQ

(*) les formations en alternances ne sont pas comprises dans ce taux

(**) Ouvriers non qualifiés (ONQ), Ouvriers qualifiés (OQ), Employés (Emp), Techniciens et Agents de Maîtrise (TAM), Ingénieurs et Cadres (IC)

(1)=Catégorie la plus favorisée(2)/Catégorie la moins favorisée(3)

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.3.17 : Durée moyenne des stages **
selon les secteurs d'activité économique (NAF60) et la taille des entreprises.
Année 1998

SECTEURS	en heures					TOTAL
	Taille des entreprises					
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	33,77	26,18	40,06	15,76	-	29,39
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	28,27	32,36	33,14	-	*	46,90
05 PECHE & AQUACULTURE	0,00	79,71	70,35	-	-	74,05
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	*	25,67	*	*	*	48,25
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	19,30	32,57	26,23	28,14	-	27,05
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	27,29	29,52	26,99	26,17	38,63	28,89
17 INDUSTRIE TEXTILE	37,72	44,13	30,30	27,71	51,26	32,52
18 HABILLEMENT	66,52	58,41	45,16	24,66	-	42,04
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	44,96	44,87	35,12	49,58	-	41,32
20 TRAVAIL DU BOIS	15,05	33,43	32,09	-	-	32,03
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	53,66	37,60	28,11	29,83	*	29,82
22 EDITION & IMPRIMERIE	27,02	34,93	36,67	28,37	-	32,95
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	*	14,32	58,33	41,52	46,27	45,24
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	51,55	29,15	27,15	31,84	36,86	31,21
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	50,80	30,28	30,74	29,36	43,59	34,99
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	31,62	27,56	27,90	35,79	44,86	33,47
27 METALLURGIE	68,25	34,84	29,02	37,23	40,64	36,40
28 TRAVAIL DES METAUX	33,65	32,81	29,68	28,52	*	30,26
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	30,92	32,25	34,69	33,17	36,21	34,33
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	33,71	32,16	32,47	43,66	*	39,78
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	33,32	48,20	37,19	38,30	38,81	38,36
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	25,26	43,79	36,12	39,52	36,85	37,55
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	22,05	25,78	28,94	38,70	40,08	35,21
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	131,70	54,61	28,08	43,54	48,60	45,25
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	4,13	30,89	43,63	40,21	36,32	37,86
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	16,84	43,83	25,62	30,70	-	29,10
37 RECUPERATION	26,70	28,84	39,54	-	-	32,51
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	29,66	34,54	30,80	30,94	*	64,53
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	*	33,20	24,76	24,44	25,00	25,09
45 CONSTRUCTION, TRAVAU & FINITION	31,05	29,56	28,37	26,57	19,23	26,59
50 REPARATION AUTOMOBILE	24,67	27,43	23,88	23,36	25,48	25,21
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	29,27	26,90	27,38	45,04	28,12	31,28
52 COMMERCE DE DETAIL	30,56	22,21	19,06	19,25	17,69	18,30
55 HOTELS & RESTAURANTS	43,45	30,79	21,37	21,63	22,49	23,23
60 TRANSPORTS TERRESTRES	26,31	26,44	23,47	48,75	62,03	53,13
61 TRANSPORTS MARITIMES	0,00	40,18	29,08	61,87	-	44,65
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	28,11	22,64	36,73	30,41	53,94	51,79
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	23,84	22,82	24,42	23,42	29,18	25,27
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	34,00	30,82	36,03	47,29	49,23	45,81
65 BANQUES	56,06	28,53	33,12	41,08	33,51	35,85
66 ASSURANCES	19,84	38,35	29,96	36,11	41,63	37,13
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	11,39	32,66	373,10	32,17	*	244,60
70 IMMOBILIER	50,09	31,41	29,28	33,15	-	31,22
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	17,45	34,63	28,28	21,72	*	19,86
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	37,56	34,66	51,16	46,00	55,78	49,08
73 RECHERCHE	49,01	123,50	32,28	38,92	*	39,55
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	26,95	34,30	29,68	32,72	30,34	30,76
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	36,92	50,63	45,66	50,17	50,30	48,02
80 EDUCATION	47,01	35,10	33,66	24,49	*	33,80
85 SANTE & ACTION SOCIALE	39,26	32,18	42,04	47,46	58,59	45,91
90 SERVICES COLLECTIFS	38,51	26,35	21,67	33,74	-	25,80
91 SERVICES SOCIAUX	41,52	26,53	32,63	37,36	42,00	33,89
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	22,85	37,79	29,10	30,54	31,55	31,05
93 SERVICES PERSONNELS	36,31	20,75	22,95	66,66	*	25,06
TOUS SECTEURS	32,33	31,54	34,07	35,52	38,81	36,15

(*) : données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3

(**) Non comprises les formations en alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.3.18 : Durée moyenne* (en heures) des stages selon la qualification
et les secteurs d'activité économique (NAF60)
Année 1998**

SECTEURS	ONQ	OQ	Emp	TAM	IC	Total	Rapport CSP		
							1	2	3
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	17,70	14,54	24,62	41,83	58,00	29,39	3,99	IC	OQ
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	22,49	24,26	58,46	59,18	57,64	46,90	2,63	TAM	ONQ
05 PECHE & AQUACULTURE	77,50	37,20	0,00	116,40	41,71	74,05		TAM	Emp
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	141,50	33,00	16,56	47,65	40,03	48,25	8,54	ONQ	Emp
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	26,54	19,63	32,19	32,13	39,57	27,05	2,02	IC	OQ
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	23,98	25,41	29,74	32,81	35,37	28,89	1,47	IC	ONQ
17 INDUSTRIE TEXTILE	42,16	31,71	27,44	34,53	32,79	32,52	1,54	ONQ	Emp
18 HABILLEMENT	115,10	61,23	24,41	29,12	37,14	42,04	4,72	ONQ	Emp
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	67,17	48,84	25,81	33,21	27,31	41,32	2,60	ONQ	Emp
20 TRAVAIL DU BOIS	22,71	28,04	42,27	41,87	34,12	32,03	1,86	Emp	ONQ
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	23,04	25,78	28,56	35,75	37,86	29,82	1,64	IC	ONQ
22 EDITION & IMPRIMERIE	52,90	37,69	31,53	29,07	31,14	32,95	1,82	ONQ	TAM
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	7,13	52,82	39,40	45,20	43,41	45,24	7,41	OQ	ONQ
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	20,10	25,92	27,27	33,63	36,74	31,21	1,83	IC	ONQ
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	37,54	32,95	29,59	35,35	41,97	34,99	1,42	IC	Emp
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	44,85	31,75	29,27	34,01	32,34	33,47	1,53	ONQ	Emp
27 METALLURGIE	18,63	30,91	36,71	42,64	45,99	36,40	2,47	IC	ONQ
28 TRAVAIL DES METAUX	22,44	27,23	31,35	34,23	38,01	30,26	1,69	IC	ONQ
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	33,54	30,18	28,94	38,72	38,50	34,33	1,34	TAM	Emp
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	31,16	62,58	33,34	48,23	39,61	39,78	2,01	OQ	ONQ
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	30,27	32,91	37,57	44,04	43,22	38,36	1,46	TAM	ONQ
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	30,62	35,34	32,81	39,95	39,47	37,55	1,30	TAM	ONQ
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	70,36	27,13	27,87	37,30	37,71	35,21	2,59	ONQ	OQ
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	27,93	49,28	33,27	48,92	45,62	45,25	1,76	OQ	ONQ
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	34,83	39,17	32,53	37,66	39,13	37,86	1,20	OQ	Emp
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	21,99	24,91	28,23	34,25	38,25	29,10	1,74	IC	ONQ
37 RECUPERATION	16,78	45,15	22,91	33,86	21,23	32,51	2,69	OQ	ONQ
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	8,17	63,45	62,93	65,02	65,11	64,53	7,97	IC	ONQ
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	22,35	21,50	27,79	25,41	25,00	25,09	1,29	Emp	OQ
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	30,67	26,32	24,88	26,16	27,65	26,59	1,23	ONQ	Emp
50 REPARATION AUTOMOBILE	44,18	28,99	20,81	24,85	23,65	25,21	2,12	ONQ	Emp
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	23,03	22,41	28,03	36,93	35,17	31,28	1,65	TAM	OQ
52 COMMERCE DE DETAIL	19,76	17,09	14,77	28,50	28,53	18,30	1,93	IC	Emp
55 HOTELS & RESTAURANTS	25,93	17,27	22,15	25,57	26,42	23,23	1,53	IC	OQ
60 TRANSPORTS TERRESTRES	87,12	59,04	30,06	55,28	40,72	53,13	2,90	ONQ	Emp
61 TRANSPORTS MARITIMES	316,50	58,72	24,69	33,22	61,56	44,65	12,82	ONQ	Emp
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	189,50	57,07	45,59	43,21	71,44	51,79	4,39	ONQ	TAM
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	29,93	29,91	17,76	27,57	26,50	25,27	1,68	ONQ	Emp
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	14,17	12,20	47,85	65,52	36,79	45,81	5,37	TAM	OQ
65 BANQUES	58,44	84,67	38,38	33,15	38,78	35,85	2,55	OQ	TAM
66 ASSURANCES	35,74	38,12	39,96	35,09	34,32	37,13	1,16	Emp	IC
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	29,18	24,43	310,70	32,83	341,50	244,60	13,98	IC	OQ
70 IMMOBILIER	26,17	26,28	29,36	35,61	32,86	31,22	1,36	TAM	ONQ
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	46,64	16,73	14,83	24,32	28,24	19,86	3,14	ONQ	Emp
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	20,05	38,94	47,42	53,87	48,45	49,08	2,69	TAM	ONQ
73 RECHERCHE	58,72	36,35	29,98	40,44	41,39	39,55	1,96	ONQ	Emp
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	26,94	27,49	30,22	36,25	34,34	30,76	1,35	TAM	ONQ
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	57,88	59,05	46,86	48,24	50,44	48,02	1,26	OQ	Emp
80 EDUCATION	85,04	22,08	33,87	37,24	30,80	33,80	3,85	ONQ	OQ
85 SANTE & ACTION SOCIALE	77,98	49,11	41,67	47,47	38,96	45,91	2,00	ONQ	IC
90 SERVICES COLLECTIFS	24,86	22,63	28,59	28,27	29,89	25,80	1,32	IC	OQ
91 SERVICES SOCIAUX	20,93	32,84	31,82	36,28	35,96	33,89	1,73	TAM	ONQ
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	48,69	44,35	26,37	35,12	33,78	31,05	1,85	ONQ	Emp
93 SERVICES PERSONNELS	30,33	21,49	23,34	27,41	30,25	25,06	1,41	ONQ	OQ
TOUS SECTEURS	34,65	36,29	30,86	38,53	40,23	36,15	1,30	IC	Emp

(*) Durée moyenne des stages=nombre d'heures de stage/nombre de stagiaires (n.c. la formation en alternance)

(**) Ouvriers non qualifiés (ONQ), Ouvriers qualifiés (OQ), Employés (Emp), Techniciens et Agents de Maîtrise (TAM), Ingénieurs et Cadres (IC)

(1)=Catégorie la plus favorisée(2)/Catégorie la moins favorisée(3)

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.3.19 : Effort physique de formation continue**
selon les secteurs d'activité économique (NAF60) et la taille des entreprises.
Année 1998

SECTEURS	Taille des entreprises					TOTAL
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	1,43	0,93	10,58	9,77	-	5,36
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	0,40	3,44	15,43	-	*	28,88
05 PECHE & AQUACULTURE	0,00	2,93	1,30	-	-	1,61
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	*	4,97	*	*	*	25,56
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	3,03	4,89	13,32	11,23	,	8,60
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	1,27	4,64	8,48	11,61	19,66	9,59
17 INDUSTRIE TEXTILE	1,16	5,88	7,31	9,53	10,72	7,41
18 HABILLEMENT	1,29	4,21	5,00	7,46	-	4,88
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	1,38	4,04	5,25	20,78	-	7,34
20 TRAVAIL DU BOIS	0,47	3,95	8,66	-	-	5,92
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	6,03	6,97	8,52	13,41	*	10,04
22 EDITION & IMPRIMERIE	1,55	4,47	9,21	11,10	-	8,12
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	*	3,50	30,65	28,23	28,97	28,43
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	3,63	10,30	13,85	19,92	22,13	17,41
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	1,14	3,05	9,65	13,43	22,19	12,21
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	1,41	2,49	9,35	14,45	13,81	10,44
27 METALLURGIE	4,26	4,19	11,60	18,28	22,20	16,81
28 TRAVAIL DES METAUX	1,76	3,56	8,23	14,11	*	7,30
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	2,97	4,25	10,34	16,67	23,08	12,46
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	23,46	2,48	17,86	30,12	*	28,22
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	3,97	4,98	13,37	18,88	21,18	16,46
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	2,37	7,83	10,27	22,61	22,69	17,41
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	1,35	3,30	9,22	20,79	22,54	13,49
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	3,45	12,72	9,62	19,00	31,01	23,43
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	0,12	4,61	12,83	17,66	18,37	16,68
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	0,43	3,27	5,47	11,92	-	6,19
37 RECUPERATION	0,50	2,45	1,81	-	-	1,95
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	6,18	5,55	15,69	16,36	*	29,40
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	*	7,35	10,90	12,32	15,99	14,18
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	0,91	2,21	7,05	11,95	7,89	5,47
50 REPARATION AUTOMOBILE	3,24	6,91	8,33	10,83	16,31	7,94
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	2,52	4,41	9,20	21,84	17,42	9,58
52 COMMERCE DE DETAIL	2,08	1,63	4,87	8,75	10,42	7,32
55 HOTELS & RESTAURANTS	1,66	2,73	4,51	9,02	5,31	4,71
60 TRANSPORTS TERRESTRES	2,52	3,19	7,24	25,11	45,06	25,95
61 TRANSPORTS MARITIMES	0,00	10,41	10,13	25,05	-	16,09
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	6,01	7,68	16,09	7,66	36,87	31,96
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	3,57	3,64	8,32	12,76	17,65	10,40
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	1,03	3,67	18,21	31,44	38,81	28,33
65 BANQUES	22,69	13,50	21,45	30,70	32,17	30,04
66 ASSURANCES	9,30	3,51	14,01	22,33	22,36	19,57
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	1,35	2,43	178,60	24,30	*	92,03
70 IMMOBILIER	5,82	4,66	11,41	16,20	-	10,84
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	1,23	3,01	9,42	9,60	*	6,79
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	6,52	7,53	20,54	28,21	37,14	21,88
73 RECHERCHE	11,25	32,31	15,79	22,43	*	21,04
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	4,27	7,17	9,18	11,19	10,41	9,60
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	3,96	20,84	29,65	32,28	29,15	30,21
80 EDUCATION	9,31	5,92	7,76	7,73	*	6,27
85 SANTE & ACTION SOCIALE	6,60	7,28	10,72	15,21	30,90	13,65
90 SERVICES COLLECTIFS	3,40	4,53	6,63	10,40	-	7,43
91 SERVICES SOCIAUX	8,67	9,89	9,92	14,31	23,25	12,42
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	2,06	4,36	7,83	17,45	22,18	11,28
93 SERVICES PERSONNELS	1,67	2,05	3,72	13,95	*	3,30
TOUS SECTEURS	2,79	4,68	10,93	17,55	21,36	13,61

(*) : données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3

(**) Non comprises les formations en alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.3.20 : Effort physique de formation continue*
selon la catégorie socio-professionnelle et les secteurs d'activité économique (NAF60)**
Année 1998

SECTEURS	ONQ	OQ	Emp	TAM	IC	Total	en %		
							Rapport CSP		
							1	2	3
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	1.34	2.27	6.04	15.48	17.19	5.36	12.78	IC	ONQ
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	8.39	12.03	38.58	48.20	41.08	28.88	5.74	TAM	ONQ
05 PECHE & AQUACULTURE	1.46	0.24	0.00	12.53	3.62	1.61		TAM	Emp
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	50.32	17.55	10.82	27.04	26.04	25.56	4.65	ONQ	Emp
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	6.25	5.16	10.58	16.21	21.37	8.60	4.14	IC	OQ
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	4.66	7.63	8.40	17.50	20.07	9.59	4.31	IC	ONQ
17 INDUSTRIE TEXTILE	4.36	5.55	7.86	14.49	14.32	7.41	3.32	TAM	ONQ
18 HABILLEMENT	4.94	4.22	3.89	8.15	9.50	4.88	2.44	IC	Emp
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	5.68	7.19	6.83	10.58	12.38	7.34	2.18	IC	ONQ
20 TRAVAIL DU BOIS	2.76	4.44	11.89	15.43	9.83	5.92	5.58	TAM	ONQ
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	3.49	7.51	10.73	19.49	20.36	10.04	5.83	IC	ONQ
22 EDITION & IMPRIMERIE	3.37	6.64	7.37	9.57	11.48	8.12	3.41	IC	ONQ
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	1.90	28.14	20.71	29.85	29.06	28.43	15.71	TAM	ONQ
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	8.13	12.17	12.59	21.59	24.52	17.41	3.01	IC	ONQ
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	6.67	9.93	10.98	20.13	22.87	12.21	3.43	IC	ONQ
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	7.38	8.51	7.89	17.92	17.59	10.44	2.43	TAM	ONQ
27 METALLURGIE	4.72	11.93	18.19	26.48	29.43	16.81	6.23	IC	ONQ
28 TRAVAIL DES METAUX	2.70	5.81	8.72	13.40	13.79	7.30	5.10	IC	ONQ
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	8.14	8.47	10.44	19.69	18.97	12.46	2.42	TAM	ONQ
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	4.64	17.53	29.10	25.47	33.49	28.22	7.22	IC	ONQ
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	5.99	11.83	18.53	26.84	25.60	16.46	4.48	TAM	ONQ
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	6.62	12.48	13.49	22.53	23.57	17.41	3.56	IC	ONQ
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	9.92	7.64	9.10	17.61	19.19	13.49	2.51	IC	OQ
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	10.35	21.80	15.17	36.93	30.32	23.43	3.57	TAM	ONQ
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	6.93	12.72	14.61	18.18	22.36	16.68	3.23	IC	ONQ
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	2.60	4.43	6.79	12.06	15.84	6.19	6.10	IC	ONQ
37 RECUPERATION	0.05	1.94	2.36	6.88	2.35	1.95	129.2	TAM	ONQ
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	0.43	26.40	22.50	32.61	28.84	29.40	75.43	TAM	ONQ
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	9.99	10.88	15.09	16.43	17.65	14.18	1.77	IC	ONQ
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	3.09	4.08	5.60	8.85	10.88	5.47	3.51	IC	ONQ
50 REPARATION AUTOMOBILE	3.89	8.78	5.06	11.91	12.27	7.94	3.15	IC	ONQ
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	2.39	5.23	6.74	16.40	15.91	9.58	6.85	TAM	ONQ
52 COMMERCE DE DETAIL	2.03	3.28	5.66	16.22	17.20	7.32	8.48	IC	ONQ
55 HOTELS & RESTAURANTS	2.57	4.33	3.36	14.02	10.03	4.71	5.46	TAM	ONQ
60 TRANSPORTS TERRESTRES	22.52	27.66	15.39	35.89	19.86	25.95	2.33	TAM	Emp
61 TRANSPORTS MARITIMES	10.28	14.17	13.46	15.18	23.90	16.09	2.33	IC	ONQ
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	73.07	20.25	24.34	32.43	44.15	31.96	3.61	ONQ	OQ
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	9.86	10.07	6.36	15.21	14.33	10.40	2.39	TAM	Emp
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	0.31	4.51	27.99	49.00	24.36	28.33	156.5	TAM	ONQ
65 BANQUES	15.06	16.62	26.57	30.45	33.23	30.04	2.21	IC	ONQ
66 ASSURANCES	4.48	8.23	21.27	17.12	20.06	19.57	4.75	Emp	ONQ
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	31.37	14.90	84.61	21.31	136.3	92.03	9.15	IC	OQ
70 IMMOBILIER	5.22	6.36	8.65	17.35	16.47	10.84	3.33	TAM	ONQ
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	3.54	4.04	7.22	8.84	13.15	6.79	3.72	IC	ONQ
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	1.22	11.96	14.60	26.73	23.22	21.88	21.88	TAM	ONQ
73 RECHERCHE	12.90	12.46	13.17	21.52	24.11	21.04	1.94	IC	OQ
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	5.12	8.33	8.81	16.79	16.37	9.60	3.28	TAM	ONQ
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	8.23	16.52	29.13	30.73	36.59	30.21	4.45	IC	ONQ
80 EDUCATION	3.03	2.12	5.35	11.80	6.08	6.27	5.57	TAM	OQ
85 SANTE & ACTION SOCIALE	9.94	19.67	10.62	19.63	16.96	13.65	1.98	OQ	ONQ
90 SERVICES COLLECTIFS	5.47	5.24	9.94	13.47	16.34	7.43	3.12	IC	OQ
91 SERVICES SOCIAUX	2.59	9.42	10.07	18.00	16.50	12.42	6.95	TAM	ONQ
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	3.52	6.88	8.42	16.60	15.67	11.28	4.72	TAM	ONQ
93 SERVICES PERSONNELS	1.54	2.41	3.10	7.47	9.97	3.30	6.47	IC	ONQ
TOUS SECTEURS	5.99	10.69	10.56	21.65	21.26	13.61	3.62	TAM	ONQ

(*) Effort physique=nombre d'heures de stage/ nombre de salariés (non comprises les formations en alternance)

(**) Ouvriers non qualifiés (ONQ), Ouvriers qualifiés (OQ), Employés (Emp), Techniciens et Agents de Maîtrise (TAM), Ingénieurs et Cadres (IC)

(1)=catégorie la plus favorisée(2)/Catégorie la moins favorisée(3)

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

**Tableau II.1.3.21 : Répartition des stagiaires* selon le sexe, l'âge
et les secteurs d'activité économique (NAF60)
Année 1998**

SECTEURS	- de 25 ans		de 25 à 44 ans		45 ans et +		TOTAL	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	7,6	5,2	37,4	17,5	15,2	17,2	60,1	39,9
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	4,5	0,9	49,2	9,3	31,1	5,1	84,7	15,3
05 PECHE & AQUACULTURE	11,6	0,0	65,1	4,7	18,6	0,0	95,4	4,7
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	0,4	0,4	64,9	6,2	24,9	3,2	90,2	9,8
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVE	5,1	0,9	52,3	8,9	29,9	3,0	87,3	12,7
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	7,5	3,8	44,7	18,6	18,3	7,1	70,5	29,6
17 INDUSTRIE TEXTILE	4,5	2,8	39,6	23,1	17,2	12,8	61,2	38,8
18 HABILLEMENT	1,5	10,1	13,1	49,4	5,9	20,0	20,5	79,5
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	3,8	5,7	28,1	34,8	13,0	14,6	44,9	55,1
20 TRAVAIL DU BOIS	10,1	1,9	53,3	11,8	18,8	4,2	82,1	17,9
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	6,6	2,5	49,2	13,3	22,2	6,2	78,0	22,0
22 EDITION & IMPRIMERIE	5,6	4,4	35,3	27,9	17,2	9,8	58,0	42,0
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	8,6	2,3	40,1	8,7	32,1	8,2	80,9	19,1
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	5,2	3,1	35,9	23,1	21,3	11,4	62,4	37,6
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	6,7	2,0	51,1	13,0	21,2	6,0	79,0	21,0
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	6,1	1,3	49,4	10,0	28,9	4,3	84,5	15,5
27 METALLURGIE	5,0	0,7	46,1	6,6	37,4	4,2	88,5	11,5
28 TRAVAIL DES METAUX	9,0	1,9	50,3	10,7	23,4	4,9	82,6	17,4
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	6,8	1,7	47,9	12,8	25,1	5,6	79,8	20,2
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	3,6	2,2	43,6	17,5	25,5	7,6	72,7	27,3
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	5,1	2,3	43,9	17,9	21,3	9,6	70,2	29,8
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	6,1	4,4	44,4	19,1	16,2	9,9	66,6	33,4
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	3,7	3,2	44,3	16,2	22,6	10,1	70,5	29,5
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	5,3	1,1	48,5	7,4	33,4	4,4	87,2	12,8
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	4,2	0,8	50,5	9,3	30,7	4,5	85,4	14,6
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	6,6	2,8	47,9	19,8	15,4	7,5	69,9	30,1
37 RECUPERATION	5,9	1,8	46,5	22,0	11,2	12,7	63,5	36,5
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	2,8	1,6	56,2	11,8	22,7	5,0	81,7	18,4
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	2,9	1,4	51,5	15,2	22,8	6,3	77,2	22,9
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	7,4	1,3	57,5	7,4	23,9	2,4	88,8	11,2
50 REPARATION AUTOMOBILE	10,6	2,7	55,7	10,8	16,2	4,1	82,5	17,5
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	6,6	2,7	46,0	19,6	18,1	7,0	70,8	29,3
52 COMMERCE DE DETAIL	8,9	12,9	29,3	33,0	6,0	10,0	44,2	55,8
55 HOTELS & RESTAURANTS	11,6	12,7	36,4	25,0	8,2	6,2	56,2	43,8
60 TRANSPORTS TERRESTRES	7,1	2,4	54,8	9,3	23,3	3,1	85,2	14,8
61 TRANSPORTS MARITIMES	4,0	3,0	52,6	19,5	13,8	7,2	70,4	29,6
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	13,5	9,2	32,5	21,1	15,8	7,9	61,8	38,2
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	7,4	4,3	43,0	22,6	16,2	6,6	66,6	33,5
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	5,5	5,5	45,0	27,2	11,4	5,3	61,9	38,1
65 BANQUES	1,8	3,0	25,6	27,8	24,1	17,7	51,5	48,6
66 ASSURANCES	2,4	4,2	25,7	37,1	12,9	17,7	41,0	59,0
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	3,9	6,1	32,8	31,5	15,0	10,7	51,7	48,3
70 IMMOBILIER	4,1	4,0	30,6	27,1	19,2	15,0	53,9	46,1
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	7,4	4,7	47,1	20,0	15,6	5,2	70,1	29,9
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	6,3	4,1	51,4	21,5	12,0	4,8	69,6	30,4
73 RECHERCHE	1,8	2,4	35,1	29,0	20,0	11,8	56,9	43,1
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	14,6	7,8	36,0	24,0	11,7	5,9	62,3	37,7
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	0,9	3,1	13,3	40,2	12,4	30,2	26,5	73,5
80 EDUCATION	3,0	4,3	23,7	36,7	14,2	18,1	40,9	59,1
85 SANTE & ACTION SOCIALE	2,1	5,3	22,8	40,0	9,2	20,6	34,1	65,9
90 SERVICES COLLECTIFS	7,2	1,5	60,3	10,3	18,3	2,4	85,8	14,2
91 SERVICES SOCIAUX	3,2	5,1	20,9	38,8	12,3	19,8	36,4	63,6
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	9,0	9,5	35,1	29,5	9,4	7,4	53,5	46,5
93 SERVICES PERSONNELS	2,6	5,7	20,8	45,1	9,0	16,9	32,3	67,7
TOUS SECTEURS	6,6	4,6	39,0	22,2	17,9	9,7	63,6	36,4

(*):Y compris les bénéficiaires de la formation en alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.3.22 : Entreprises ayant eu des stagiaires**
selon les secteurs d'activité économique (NAF60) et la taille des entreprises.
Année 1998

SECTEURS	Taille des entreprises					TOTAL
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	14,20	18,20	64,80	83,30	-	22,50
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	13,00	39,70	84,60	-	*	33,80
05 PECHE & AQUACULTURE	0,00	43,80	15,40	-	-	24,30
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	*	36,40	*	*	*	69,20
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	41,10	34,60	94,00	100,00	-	44,60
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	21,50	46,40	82,00	98,30	91,70	51,90
17 INDUSTRIE TEXTILE	18,00	48,40	79,30	100,00	100,00	52,90
18 HABILLEMENT	11,40	24,80	62,20	100,00	-	34,40
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	30,20	43,00	80,70	100,00	-	54,60
20 TRAVAIL DU BOIS	16,60	41,40	71,00	-	-	38,10
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	27,70	46,30	80,40	84,60	*	58,60
22 EDITION & IMPRIMERIE	29,00	51,80	77,60	97,40	-	52,80
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	*	50,00	90,50	100,00	100,00	82,50
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	15,90	72,00	87,90	99,30	92,30	75,00
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	13,50	44,20	86,40	90,80	100,00	55,20
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	13,20	47,90	82,40	97,30	100,00	50,60
27 METALLURGIE	29,30	63,10	88,80	100,00	100,00	74,50
28 TRAVAIL DES METAUX	23,80	48,40	80,00	98,50	*	48,60
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	37,30	53,20	81,00	99,30	100,00	60,20
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	77,80	83,30	81,40	100,00	*	83,50
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	35,50	34,20	82,90	94,60	100,00	55,00
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	24,70	70,20	78,00	100,00	100,00	69,30
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	20,70	61,40	79,80	94,60	100,00	59,20
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	17,80	62,40	87,00	95,20	100,00	66,50
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	13,90	46,20	85,50	100,00	100,00	63,10
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	14,90	39,90	82,80	100,00	-	47,20
37 RECUPERATION	10,30	28,50	53,80	-	-	27,70
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	51,90	35,70	100,00	92,00	*	65,30
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	*	74,30	96,40	100,00	100,00	87,00
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	15,00	29,20	73,40	96,30	85,70	31,40
50 REPARATION AUTOMOBILE	37,90	66,90	83,30	100,00	100,00	60,80
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	29,00	51,80	81,50	94,20	100,00	50,80
52 COMMERCE DE DETAIL	19,20	30,70	65,50	93,10	98,00	34,60
55 HOTELS & RESTAURANTS	11,40	30,10	55,80	87,30	94,10	26,80
60 TRANSPORTS TERRESTRES	33,00	41,70	78,80	96,70	100,00	49,20
61 TRANSPORTS MARITIMES	0,00	100,00	93,10	100,00	-	84,70
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	77,80	90,60	100,00	76,20	66,70	90,90
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	38,90	51,70	78,90	100,00	100,00	60,50
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	14,80	46,40	100,00	100,00	100,00	58,70
65 BANQUES	76,10	90,80	88,30	97,10	93,50	87,70
66 ASSURANCES	68,90	46,80	87,40	98,20	100,00	73,20
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	24,30	43,90	65,60	100,00	*	45,00
70 IMMOBILIER	35,90	45,00	83,50	100,00	-	52,70
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	29,90	32,90	75,80	86,60	*	44,80
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	43,00	62,00	73,50	95,00	100,00	64,10
73 RECHERCHE	46,40	92,10	82,50	100,00	*	83,80
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	35,40	53,40	72,60	84,90	94,90	54,10
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	37,80	74,50	93,30	99,10	100,00	87,20
80 EDUCATION	44,70	56,50	79,20	100,00	*	59,70
85 SANTE & ACTION SOCIALE	37,80	56,90	71,50	85,80	100,00	58,40
90 SERVICES COLLECTIFS	34,30	70,60	89,60	100,00	-	76,10
91 SERVICES SOCIAUX	46,30	72,50	74,60	95,90	100,00	68,60
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	27,00	43,40	67,40	95,20	100,00	46,60
93 SERVICES PERSONNELS	25,00	31,30	52,30	100,00	*	31,50
TOUS SECTEURS	26,20	46,60	77,40	94,80	96,80	49,60

* : Données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3 (prise en compte dans le total)

** Non comprise la formation en alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Partie II.2 : Evolution de la formation professionnelle continue en longue période (1974-1998)

- II.2.1 - Evolution de la FPC par taille d'entreprises
(1974-1998)**
- II.2.2 - Evolution de la FPC par catégorie
socioprofessionnelle (1984-1998)**



II.2.1 – Evolution de la FPC par taille d'entreprises (1974-1998)



**Tableau II.2.1.1 : Evolution du taux de participation financière par
taille d'entreprises (1974-1998)**

Année	Taille d'entreprises					Ensemble
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	
1974	0,66	0,86	1,14	1,45	2,59	1,63
1975	0,7	0,89	1,17	1,49	2,53	1,63
1976	0,71	0,88	1,17	1,5	2,5	1,62
1977	0,82	0,97	1,28	1,61	2,73	1,76
1978	0,86	1,03	1,28	1,66	2,83	1,82
1979	0,95	1,06	1,3	1,64	2,86	1,84
1980	0,96	1,09	1,32	1,72	2,78	1,83
1981	0,98	1,09	1,32	1,74	2,91	1,88
1982	1	1,1	1,35	1,81	3,06	1,97
1983	1,1	1,17	1,47	1,94	3,36	2,14
1984	1,13	1,2	1,46	2,02	3,47	2,17
1985	1,14	1,2	1,51	2,12	3,62	2,24
1986	1,15	1,22	1,54	2,24	3,81	2,33
1987	1,3	1,36	1,72	2,44	4,05	2,51
1988	1,34	1,42	1,88	2,71	4,43	2,74
1989	1,31	1,43	2,02	2,92	4,67	2,89
1990	1,29	1,46	2,17	3,19	4,99	3,1
1991	1,26	1,53	2,28	3,33	5,12	3,2
1992	1,5	1,63	2,33	3,45	5,16	3,26
1993	1,61	1,8	2,5	3,57	5,14	3,29
1994	1,61	1,85	2,48	3,51	5,06	3,27
1995	1,68	1,81	2,54	3,5	4,9	3,26
1996	1,73	1,87	2,52	3,48	4,87	3,25
1997	1,69	1,9	2,52	3,47	4,73	3,24
1998	1,77	1,89	2,53	3,54	4,65	3,23

Source : Déclarations fiscales des employeurs n°24-83 -Exploitation Céreq

Tableau II.2.1.2 : Evolution du taux d'accès selon la taille des entreprises hors alternance (1974-1998)

en %

Année	Taille des entreprises					Ensemble
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	
1974	3,5	5,9	12,1	18,1	29,5	17,1
1975	3,6	6,1	13,5	19,5	29,1	17,6
1976	3,6	5,8	13,4	19,8	28,6	17,4
1977	3,4	5,6	13,6	20,1	29,6	17,7
1978	3	5,3	12,6	20,1	30,7	17,6
1979	3,4	5,6	12,6	20,4	31,8	18
1980	3	5,4	12,8	21	30	17,5
1981	3,4	5,3	13,1	21,8	32,3	18,4
1982	3,5	5,4	12,8	21,9	33,6	18,9
1983	6,3	7,8	14,9	23,4	37,3	21,5
1984	6,6	8,6	16,1	24,9	38,2	22,3
1985	6	8,5	16,3	26,8	39,5	23
1986	6,2	8,9	17,8	28,5	42,6	24,7
1987	6,8	9,5	19,2	30,9	44,5	26,2
1988	7,9	10,7	20,9	33,9	49,3	29,2
1989	7,3	10	22	36,1	50,7	30,1
1990	7,3	10,7	23,5	38,6	52,8	31,8
1991	7,3	11,4	25,4	39	52,1	32,3
1992	7,1	11,2	25,4	41,6	53,5	32,9
1993	7,8	10,7	27,4	44,1	53,1	33,2
1994	7,1	11	27,8	45,7	55,1	33,9
1995	8,1	12,3	30,7	45,1	49,7	34,3
1996	8,7	12,9	29,9	47,3	52,8	35
1997	8,3	13,1	30,4	48,3	51,9	35,5
1998	8,6	14,8	32,1	49,4	55	37,7

Source : Déclarations fiscales des employeurs n°24-83 -Exploitation Céreq

**Tableau II.2.1.3 : Evolution de l'effort physique de formation
selon la taille des entreprises hors alternance (1974-1998)**

Année	Taille des entreprises					Ensemble
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	
1974	1,5	2,7	6,3	10,3	20,7	10,6
1975	1,5	2,7	6,5	10,7	20,1	10,6
1976	1,5	2,5	6,2	10,7	19,7	10,3
1977	1,6	2,6	6,3	10,3	19,5	10,1
1978	1,4	2,5	5,8	10,1	19,6	10,0
1979	1,6	2,6	5,8	9,8	19,7	9,9
1980	1,5	2,4	5,9	10,1	18,3	9,5
1981	1,5	2,4	5,9	10,2	20,0	9,9
1982	1,5	2,4	6,0	10,5	20,5	10,2
1983	2,5	3,3	6,7	11,7	21,3	11,2
1984	2,8	3,6	7,1	12,5	21,8	11,4
1985	2,5	3,7	7,3	12,6	22,9	12,0
1986	2,7	3,6	7,5	13,1	23,4	12,1
1987	2,9	3,9	8,1	13,6	24,0	12,6
1988	3,3	4,3	8,6	14,6	26,1	13,7
1989	3,0	4,3	9,0	15,9	27,4	14,4
1990	2,9	4,2	9,9	17,0	28,5	15,3
1991	2,8	4,3	10,4	17,6	29,2	15,8
1992	3,0	4,4	10,4	18,3	28,9	15,8
1993	3,3	4,5	10,7	18,5	27,6	14,9
1994	2,8	4,5	10,6	18,7	27,6	14,9
1995	3,3	4,7	11,2	18,0	24,5	14,4
1996	3,2	4,5	10,5	18,2	24,2	14,0
1997	3,1	4,5	10,1	18,2	22,0	13,5
1998	2,8	4,7	10,9	17,5	21,4	13,6

Source : Déclarations fiscales des employeurs n°24-83 -Exploitation Céreq

**Tableau II.2.1.4 : Evolution de la durée moyenne des stages
(1974-1998)**

en heures

Année	Taille d'entreprises					Ensemble
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	
1974	43	46	52	57	70	62
1975	43	44	48	55	69	60
1976	43	43	46	54	69	59
1977	48	46	46	51	66	57
1978	47	48	46	50	64	57
1979	47	47	46	48	62	55
1980	50	45	46	48	61	54
1981	45	46	45	47	62	54
1982	44	44	47	48	61	54
1983	40	42	45	50	57	52
1984	43	42	44	50	57	51
1985	42	44	45	47	58	52
1986	44	40	42	46	55	49
1987	43	41	42	44	54	48
1988	42	40	41	43	53	47
1989	41	43	41	44	54	48
1990	40	39	42	44	54	48
1991	39	38	41	45	56	49
1992	42	39	41	44	54	48
1993	42	42	39	42	52	45
1994	40	41	38	41	50	44
1995	41	38	37	40	49	42
1996	37	35	35	38	46	40
1997	37	35	33	38	42	38
1998	32	32	34	36	39	36

Source : Déclarations fiscales des employeurs n°24-83 -Exploitation Céreq

II.2.2 – Evolution de la FPC par catégorie socioprofessionnelle (1984-1998)

Tableau II.2.2.1 : Evolution du taux d'accès par CSP* (1984-1998) hors alternance

en %

Année	ONQ	OQ	Emp	TAM	IC	Ensemble
1984	10,0	18,0	20,4	37,1	34,9	22,3
1985	10,0	17,8	21,3	38,1	35,8	23,0
1986	10,3	19,3	22,3	41,0	38,5	24,7
1987	10,8	20,0	23,9	43,5	41,0	26,2
1988	12,3	21,2	26,8	48,9	45,4	29,2
1989	12,5	22,1	27,2	50,7	46,9	30,1
1990	12,7	24,5	28,5	52,3	46,6	31,8
1991	13,3	25,4	28,7	52,0	48,4	32,3
1992	14,6	25,2	29,2	53,0	48,3	33,0
1993	14,4	25,8	29,3	52,1	48,4	33,2
1994	16,0	25,9	29,5	53,2	49,7	33,9
1995	17,4	26,3	29,9	51,4	49,5	34,1
1996	16,6	27,4	30,5	53,9	50,2	35,0
1997	17,0	27,6	30,8	54,8	50,5	35,5
1998	17,3	29,4	34,2	56,2	52,9	37,7

(*) Ouvriers non qualifiés (ONQ), Ouvriers qualifiés (OQ), Employés (Emp), Techniciens et Agents de Maîtrise (TAM), Ingénieurs et Cadres (IC)

Source : Déclarations fiscales des employeurs n°24-83-Exploitation Céreq

Tableau II.2.2.2 : Evolution de l'effort physique de formation par CSP* (1984-1998) hors alternance

en heures

Année	ONQ	OQ	Emp	TAM	IC	Ensemble
1984	6,0	10,0	10,0	20,0	16,0	11,0
1985	6,0	10,0	10,0	21,0	18,0	12,0
1986	6,0	10,0	10,0	21,0	18,0	12,0
1987	6,0	10,0	11,0	22,0	19,0	13,0
1988	6,0	10,0	12,0	24,0	21,0	14,0
1989	6,0	11,0	12,0	25,0	22,0	14,0
1990	6,7	12,2	12,2	26,3	21,5	15,2
1991	6,6	13,1	12,4	27,1	22,9	15,7
1992	6,7	12,9	12,5	26,6	22,7	15,7
1993	6,3	12,6	11,7	25,4	21,7	15,1
1994	6,4	12,0	12,4	23,9	21,1	14,8
1995	6,7	11,3	11,1	21,3	23,9	14,4
1996	6,3	11,3	10,7	20,5	23,4	14,0
1997	5,8	10,7	10,0	20,9	22,4	13,5
1998	6,0	10,7	10,6	21,7	21,3	13,6

(*) *Ouvriers non qualifiés (ONQ), Ouvriers qualifiés (OQ), Employés (Emp), Techniciens et Agents de Maîtrise (TAM), Ingénieurs et Cadres (IC)*

Source : Déclarations fiscales des employeurs n°24-83 -Exploitation Céreq

Tableau II.2.2.3 : Evolution de la durée moyenne de formation par CSP* (1984-1998) hors alternance

en heures

Année	ONQ	OQ	Emp	TAM	IC	Ensemble
1984	56	54	48	54	47	51
1985	61	55	47	54	49	52
1986	54	51	45	52	47	49
1987	54	50	45	50	46	48
1988	51	49	44	50	46	47
1989	50	51	44	50	46	48
1990	53	50	43	50	46	48
1991	50	52	43	52	47	49
1992	46	51	43	50	47	48
1993	44	49	40	49	45	45
1994	40	46	42	45	42	44
1995	38	43	37	47	43	42
1996	38	41	35	44	41	40
1997	34	39	32	41	41	38
1998	35	36	31	39	40	36

(*) *Ouvriers non qualifiés (ONQ), Ouvriers qualifiés (OQ), Employés (Emp), Techniciens et Agents de Maîtrise (TAM), Ingénieurs et Cadres (IC)*
 Sources : Déclarations fiscales des employeurs n°24-83 -Exploitation Céreq



Annexes

Annexe I – Aspects méthodologiques

**Annexe II - Fac-similé de la déclaration fiscale n°24-83 –
Année 1998**



Annexe I

Les aspects méthodologiques



Le dispositif statistique a été mis en place dès 1972. Cette date correspond à la première remontée des déclarations fiscales des employeurs (déclaration n°24-83). Elle fait suite à l'application de la loi fondatrice du 16 juillet 1971 qui rend obligatoire la participation des employeurs de plus de 10 salariés au financement de la FPC.

Les travaux de collecte et de saisie sont réalisés par les Services Régionaux de Contrôle de la Formation Professionnelle (SRC) et le Groupe National de Contrôle de la formation professionnelle (GNC) en collaboration avec le CEREQ. En outre, le CEREQ exploite et met en cohérence les données statistiques issues de la déclaration fiscale 24-83.

1 - Le champ de la statistique

L'unité d'investigation statistique de la déclaration 24-83 est l'entreprise ayant 10 salariés et plus, assujettie à l'obligation de participer au financement de la formation professionnelle continue (Art. L. 950 -1 et L. 951-1 à L. 951-13 du Code du Travail).

Le champ de l'enquête concerne toutes les entreprises employant 10 salariés et plus (y compris les entreprises relevant du régime général de Sécurité Sociale) quelle que soit leur forme juridique (individuelle, société commerciale, association,...) et quelle que soit leur activité (agricole, industrielle, de services,...). L'obligation de participer recouvre également les sociétés nationales et les établissements publics à caractère industriel ou commercial tels que EDF-GDF, SEITA,...et les établissements à caractère administratif ne relevant pas d'une collectivité publique (exemple : Office national interprofessionnel des céréales).

En revanche, les employeurs dispensés de l'obligation de participer au financement de la formation professionnelle sont l'Etat, les collectivités territoriales, le secteur public hospitalier, les établissements publics à caractère administratif relevant d'une collectivité publique (exemples: la Caisse Nationale d'Epargne, la Caisse Nationale d'allocations familiales, certains hospices, les établissements départementaux ou communaux comme les hôpitaux , ...).

Les entreprises qui atteignent ou dépassent le seuil de dix salariés constituent des cas particuliers; elles bénéficient d'exonérations pendant trois ans, puis des réductions dégressives sur le montant normalement dû de la participation.

2 - L'échantillonnage

Les statistiques incluses dans ce rapport sur l'année 1998 ont été produites sur la base d'un échantillon allégé d'environ 16 000 entreprises.

Ce dernier est construit de la manière suivante : pour chaque région et chaque classe de taille d'entreprises, il est appliqué un taux de sondage spécifique suivant :

Plan de sondage (année 1998)

Taille de l'entreprise	Taux de sondage et régions concernées
Classe 1 : 10 à 19 salariés	Corse :2/3
	Autres régions : 1/20
Classe 2 : 20 à 49 salariés	Corse : 1/2
	Autres régions : 1/20
Classe 3 : 50 à 499 salariés	Corse exhaustif
	Autres régions : 1/ 2,5
Classes 4 et 5 : 500 salariés et plus	Ensemble des régions : exhaustif

Ce tirage est effectué au fur et à mesure de la saisie. Chaque déclaration est signalée comme appartenant ou n'appartenant pas à l'échantillon.

La nomenclature des activités économiques utilisée est la « Nomenclature d'activités Françaises » (NAF 1993).

La méthode permet d'obtenir la représentativité sectorielle et régionale de l'échantillon dès la première phase de l'enquête, ce qui améliore considérablement les délais de production des statistiques.

3 - Le champ couvert par l'enquête et le redressement

La comparaison entre le fichier des déclarations fiscales n°24-83 et le fichier de la Direction Générale des Impôts montre qu'un écart existe entre le nombre d'entreprises théoriquement assujetties au « 1,5 % » et le nombre des entreprises présentes dans les fichiers du Céreq et des SRC.

Ainsi, sur l'ensemble du champ sectoriel couvert par le « 1,5 % », les services fiscaux annoncent un effectif théorique de 154 100 entreprises assujetties en 1992 alors que le Céreq n'en connaît que 104 300 pour la même année.

Il en résulte une sous-estimation globale de l'effort absolu des entreprises françaises en matière de FPC. Afin de remédier à cette distorsion, le Céreq utilise le fichier constitué par l'INSEE à partir des déclarations annuelles de données sociales (DADS) pour l'année 1998. Cette source est exhaustive mais elle couvre un champ différent de celui des entreprises assujetties au « 1,5% ». Par exemple, les secteurs de l'agriculture-sylviculture n'entrent pas dans le champ de la DADS, alors que les collectivités territoriales, les hôpitaux publics, les établissements publics locaux et les entreprises de moins de 10 salariés y figurent, tout en

étant exclus de la 24-83. De plus, il s'agit, contrairement à la déclaration fiscale n°24-83, d'une déclaration remplie par les établissements.

De ce fait, un certain nombre de filtres ont dû être mis en place. Ces filtres visent à rapprocher les deux champs, et permettent d'améliorer certains groupes de strates.

En revanche, cette convergence n'a pu être complètement assurée puisque des problèmes de cohérence subsistent entre la DADS et la 24-83 et certaines différences de concepts apparaissent irréductibles entre les deux sources : effectifs salariés erronés, inclusion des jeunes en apprentissage ou en contrat de formation en alternance, identification imprécise des organismes de droit public dans le secteur sanitaire et social dans la DADS. Des arbitrages ont donc été rendus visant un compromis raisonnable entre le champ de la source Céreq et celui de la source INSEE, comme suit :

- Entreprises de 2000 salariés et plus : on retient le fichier des 24-83.
- Entreprises de 1000 à 1999 salariés : pour chaque secteur, on retient la source DADS, excepté pour les secteurs en NAF 17, 23, 70 et 85 (source 24-83).
- Entreprises de 20 à 999 salariés : source DADS.
- Entreprises de 10 à 19 salariés : source 24-83.

Du fait de l'usage de cette source externe, 117 414 entreprises avaient pu être estimées en 1993, 112 875 en 1996, 108 500 en 1997 et 105439 en 1998.

Une différence persiste entre les chiffres de la DGI (154 000 entreprises) et ceux obtenus après l'utilisation de la source externe. Cette différence provient des entreprises de taille 1. L'utilisation des entreprises de taille 1 (10-19 salariés) présentes dans la DADS nous aurait donné un effectif double d'entreprises dans cette classe (soit un peu plus de 70 000). Le choix de garder la source 24-83 provient des indéterminations inhérentes aux effets de seuil. Cette classe n'est en réalité pas très bien définie au regard du seuil des 10 salariés. Les définitions de l'effectif salarié dans la DADS divergeant de celles de la 24-83, il est apparu raisonnable de s'en tenir aux effectifs d'entreprises connus. En outre, compte tenu des modalités d'assujettissements complexes au « 1,5% » des entreprises franchissant le seuil des 10 salariés, les estimations de l'effort de formation de la classe auraient certainement été biaisées.

Les redressements sont opérés par la méthode du ratio¹. La qualité du redressement par cette méthode est meilleure que celle utilisant l'inverse du taux de sondage, qui prévalait jusqu'alors car la corrélation entre les variables de redressement et les variables redressées est positive, et forte pour certaines variables. Trois variables de redressements (disponibles dans la source DADS 1998) sont utilisées :

- le nombre d'entreprises;
- le nombre de salariés;
- la masse salariale.

Les résultats présentés dans ce rapport utilisent la source DADS de 1998 pour opérer les redressements de l'année 1998.

¹ La méthode consiste à estimer Y_i en fonction d'une variable X_i connue à laquelle on affecte un ratio : $Y_i = R X_i + U_i$

Si la corrélation entre la variable d'estimation et la variable estimée est bonne, alors $\sum_i U_i = 0$, avec $i=1..N$ $R = \frac{\bar{Y}}{\bar{X}}$

Dans ce cas, l'estimation de la moyenne de Y par le ratio peut s'écrire : $\hat{Y}_R = \bar{y} \left(\frac{\bar{X}}{\bar{x}} \right)$

Annexe II

Fac-similé de la déclaration fiscale n°24-83 – Année 1998





(Employeurs ayant au moins dix salariés)

Direction générale des impôts

N° 11168 * 01

RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'ANNÉE 1998 OU LA PÉRIODE DU 19 AU 19 19

(Lire attentivement la notice n° 2484 avant de remplir la présente déclaration qui doit être envoyée en deux exemplaires au plus tard le 30-4-1999)

Formulaire obligatoire en vertu des art. 235 ter et 235 ter K du CG. et L 951-2 à L 951-12 du Code du travail et art. 27 de la loi 90-613 du 12 juillet 1990

Délégation générale à l'Emploi et à la Formation professionnelle

Jours et heures de réception du service

Adresse de ce service où cette déclaration doit être déposée

Identification du destinataire

Adresse du déclarant (quand celle-ci est différente de l'adresse du destinataire)

Recette	N° de dossier	Clé	Régime	Insp.
---------	---------------	-----	--------	-------

N° SIRET

Code activité

Rayer les mentions qui ne correspondent plus à la situation exacte de l'entreprise (dénomination, adresse, SIRET, code APE...) et signaler ci-contre le changement intervenu.

B RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX (Voir notice)		Ouvriers non qualifiés	Ouvriers qualifiés	Employés	Agents de maîtrise, techniciens et autres professions intermédiaires	Ingénieurs et cadres	TOTAL
1		2	3	4	5	6	7
NOMBRE DE SALARIÉS (Voir notice)	HOMMES	2					
	FEMMES	3					
	TOTAL	4					
DONT : Apprentis							8
Bénéficiaires de contrats emploi-solidarité, emploi consolidé, emploi-ville							9
Bénéficiaires de contrats d'adaptation, d'orientation, de qualification							10
NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS DE L'ENTREPRISE (Voir notice)		Moins de 50 salariés		De 50 à 199 salariés		200 salariés et plus	

RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

DATE DE RÉCEPTION

Pénalités	Taux %	9000	Taux 5 %	9005
	Taux %	9001	Taux %	9006
	Taux %	9002	Taux %	9007

Somme : Date
dont OC : N° PEC N
N° d'opération

C MONTANT DES DÉPENSES EFFECTIVEMENT CONSENTIES (Voir notice)	
Dépenses de formation interne.....	①
Dépenses d'équipement en matériel et de locaux.....	②
Dépenses de formation externe (par voie de conventions de formation).....	③
dont : * conventions annuelles.....	
* conventions pluriannuelles.....	
* conventions de bilans de compétences.....	
Rémunérations des stagiaires et bénéficiaires de bilans de compétences.....	④
Dépenses de transport et d'hébergement.....	⑤
Dépenses d'évaluation des besoins de formation.....	⑥
Dépenses exposées dans le cadre d'un engagement de développement de la formation professionnelle.....	⑦
Versements à un organisme collecteur paritaire agréé au titre du plan de formation.....	⑧
Versements à un organisme collecteur paritaire agréé au titre du capital de temps de formation (à reporter ligne 17 du cadre H).....	⑨
Versements à un organisme collecteur paritaire agréé au titre du congé individuel de formation (à reporter ligne 18 du cadre H).....	⑩
Financement des formations professionnelles en alternance (report de la ligne 14 du cadre G).....	⑪
Autres versements, financements ou dépenses.....	⑫
Total des lignes 1 à 12.....	⑬
À déduire : subventions publiques effectivement perçues en 1998.....	⑭
DÉPENSES DÉDUCTIBLES : [ligne 13 – ligne 14] [à reporter ligne 4 du cadre F].....	⑮

D DESIGNATION ET ADRESSE DES ORGANISMES COLLECTEURS PARITAIRES AGRÉÉS (OPCA), BÉNÉFICIAIRES DE VERSEMENTS (Voir notice)
• Au titre du plan de formation et du capital de temps de formation :
• Au titre des formations professionnelles en alternance :
• Au titre du congé individuel de formation (contrats à durée déterminée et indéterminée) :

E EXCÉDENTS REPORTABLES (Voir notice)			
ANNEE D'ORIGINE DES EXCÉDENTS DE DÉPENSES 1	EXCÉDENTS DE DÉPENSES REPORTABLES SUR LA PARTICIPATION DE L'ANNEE 1997 2	EXCÉDENTS DE DÉPENSES MENTIONNÉS COLONNE 2 EFFECTIVEMENT IMPUTÉS SUR LA PARTICIPATION DE L'ANNEE 1997 3	SOMMES RESTANT À IMPUTER SUR LA PARTICIPATION DE L'ANNEE 1998 (col 2 - col 3) 4
1995	a).....	c).....	
1996	b).....	d).....	
1997	»	»	e).....
TOTAL.....			

CRÉDIT D'IMPÔT-FORMATION

① - ② = ③

(à reporter ligne e (ci-dessus))

Montant des rémunérations versées au cours de l'année ou de la période ① <input type="text"/>	
F	PARTICIPATION AU DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE
Montant de la participation incombant à l'employeur : Montant de la ligne 1 × 1,50 % (2 % pour les entreprises de travail temporaire)	②
Employeur ayant franchi le seuil de 10 salariés depuis moins de 7 ans : taux de la réduction applicable :	%
Montant de la participation, après application éventuelle de la réduction	③
Montant des dépenses effectivement consenties (report de la ligne 15 du cadre C)	④
S'il s'agit d'un excédent de dépenses, différence (4) - (2) ou (3), à inscrire en (5)	⑤
S'il s'agit d'une insuffisance de dépenses, différence (2) ou (3) - (4)	⑥
Montant des excédents reportables de 1995, 1996 et 1997 (total du cadre E)	⑦
Différence (6) - (7) à inscrire sur cette ligne, si (6) est supérieur à (7), sinon chiffre 0 (à reporter ligne 24 du cadre K)	⑧
G	FINANCEMENT DES FORMATIONS EN ALTERNANCE
Montant de l'obligation incombant à l'employeur : montant de la ligne 1 × 0,4 % (0,3 % : employeur non redevable de la taxe d'apprentissage)	⑨
Employeur ayant franchi le seuil de 10 salariés depuis moins de 7 ans : taux de la réduction applicable :	%
Montant de l'obligation après application éventuelle de la réduction	⑩
Versements à un organisme collecteur paritaire agréé au titre des formations professionnelles en alternance	⑪
Montant des dépenses forfaitaires imputées directement par l'employeur	⑫
Insuffisance éventuelle : (ligne 9 ou 10) - [(ligne 11 + ligne 12)] (à reporter ligne 29 du cadre K)	⑬
Total lignes 11 à 13 (à reporter ligne 11 du cadre C)	⑭
H	FINANCEMENT DU CONGÉ INDIVIDUEL DE FORMATION ET DU CAPITAL DE TEMPS DE FORMATION
Montant de l'obligation incombant à l'employeur : montant de la ligne 1 × 0,20 % (0,30 % pour les entreprises de travail temporaire)	⑮
Employeur ayant franchi le seuil de 10 salariés depuis moins de 7 ans : taux de la réduction applicable :	%
Montant de l'obligation après application éventuelle de la réduction	⑯
Versements à un organisme collecteur paritaire agréé :	
- au titre du capital de temps de formation : (50 % au maximum du montant indiqué lignes 15 ou 16 du cadre H)	⑰
- au titre du congé individuel de formation (CIF)	⑱
Insuffisance éventuelle : [(ligne 15 ou 16) - (lignes 17 + 18)] (à reporter ligne 27 du cadre K)	⑲
J	FINANCEMENT DES CONGÉS INDIVIDUELS DE FORMATION DES TITULAIRES DE CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE (CDD)
Montant des rémunérations versées aux titulaires de CDD (non compris les titulaires de contrats visés aux lignes 8 à 10 du cadre B)	⑳
Montant de l'obligation incombant à l'employeur : montant de la ligne 20 × 1 %	㉑
Versement à un organisme paritaire agréé au titre du congé individuel de formation (CIF)	㉒
Insuffisance éventuelle [ligne 21 - ligne 22] (à reporter ligne 28 du cadre K)	㉓
K	VERSEMENTS AU TRÉSOR PUBLIC INCOMBANT À L'EMPLOYEUR
Insuffisance de participation à la formation professionnelle continue (report ligne 8 du cadre F)	㉔
Versement de régularisation suite à résorption de conventions de formation échues au 31 décembre 1998	㉕
Versement pour défaut de consultation du comité d'entreprise (ligne 2 ou 3 du cadre F × 50 %)	K 1 ㉖
Insuffisance de participation aux congés individuels de formation (report ligne 19 du cadre H)	㉗
Insuffisance de participation aux CIF des titulaires de CDD (report ligne 23 × 2 du cadre J)	㉘
Insuffisance de participation aux formations en alternance (report ligne 13 du cadre G)	K 2 ㉙
Total du versement à effectuer au Trésor public en francs : lignes 24 à 29	㉚
Si vous payez en euros, report de la case 30	F / 6,55957 ㉛
(taux de conversion)	
Mode de paiement : numéraire <input type="checkbox"/> ; chèque bancaire <input type="checkbox"/> ; mandat ou virement postal <input type="checkbox"/>	
Pièces jointes :	
- nombre de procès-verbaux de délibération du comité d'entreprise, de l'organisme en tenant lieu ou des comités d'établissement	<input type="text"/>
- nombre de procès-verbaux de carence prévus à l'article L. 433-13 du Code du travail	<input type="text"/>

L NOMBRE DE STAGIAIRES, D'HEURES DE STAGES, SELON LES TYPES DE FINANCEMENTS DE LA FORMATION ET SELON LES CATÉGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES (Voir notice)						
1	Ouvriers non qualifiés 2	Ouvriers qualifiés 3	Employés 4	Agents de maîtrise, techniciens et autres professions intermédiaires 5	Ingénieurs et cadres 6	TOTAL 7
PLAN DE FORMATION						
• Stagiaires pris en charge en totalité par l'employeur	Hommes ②					
	Femmes ③					
	Total ④					
• Stagiaires pris en charge totalement ou partiellement par un organisme collecteur paritaire agréé.....	⑤					
• Heures de stages prises en charge en totalité par l'employeur.....	⑥					
• Heures de stages prises en charge totalement ou partiellement par un organisme collecteur paritaire agréé.....	⑦					
• Nombre de bilans de compétences pris en charge par l'employeur.....	⑧					
CONGÉS INDIVIDUELS DE FORMATION (CIF)						
• Stagiaires pris en charge exclusivement par l'employeur ou bénéficiant d'une simple autorisation d'absence.....	⑨					
• Stagiaires pris en charge par un organisme collecteur paritaire agréé au titre du CIF (hors bilans de compétences).....	⑩					
• Nombre de bilans de compétences pris en charge par un organisme collecteur paritaire agréé au titre du CIF.....	⑪					
• Heures de stages prises en charge par l'employeur (CIF et bilans de compétences).....	⑫					
FORMATIONS PROFESSIONNELLES EN ALTERNANCE						
• Nombre de bénéficiaires de contrats de qualification, d'adaptation ou d'orientation.....	⑬					
• Heures de stages prises en charge au titre de contrats de qualification, d'adaptation ou d'orientation.....	⑭					

M RÉPARTITION DES STAGIAIRES PAR ÂGE ET PAR SEXE (Voir notice)					
		Moins de 26 ans	de 26 à 44 ans	45 ans et plus	Total
Nombre de stagiaires	Hommes.....	①			
	Femmes.....	②			

CÉREQ
Dépôt légal 2^{ème} trimestre 2001

Ce nouveau volume de la formation professionnelle continue financée par les entreprises propose, outre un zoom sur les résultats issus de l'exploitation des déclarations fiscales n°24-83 pour l'année 1998, une présentation de l'évolution longue des principaux indicateurs de la formation professionnelle continue.

Les chiffres présentés pour 1998 confirment les résultats déjà constatés ces dernières années : tandis que le fléchissement du taux de participation financière se confirme pour atteindre 3,23% en 1998 (plus de deux fois supérieur au minimum légal 1,5 %), le taux d'accès continue sa progression, il passe à 37,7 %. Par ailleurs on constate que les disparités dans l'effort et l'accès à la FPC selon la taille des entreprises sont toujours présentes et que les inégalités d'accès à la formation selon les catégories professionnelles persistent.

Cependant l'observation des séries longues permet de constater que si l'écart entre les catégories socio-professionnelles est permanent sur l'ensemble de la période étudiée, on observe une réduction des inégalités selon la taille des entreprises au fil des années.

ISBN : 2 11 092 778-X
ISSN : 1249 - 5107

CENTRE D'ETUDES
ET DE RECHERCHES SUR LES QUALIFICATIONS

10, place de la Joliette
BP 21321 - 13567 Marseille Cedex 02
Tél. : 04 91 13 28 28 / Fax : 04 91 13 28 80

CENTRE D'ETUDES
SUR LES QUALIFICATIONS
10, Place de la Joliette